

Note de conjoncture 16 – Octobre 2011

L'actualité des sondages, études et conférences

Alain Vermeersch

26 octobre 2011

Sondages

Présidentielle

7 points gagnés en un mois selon le baromètre CSA pour BFM TV, 20 Minutes et RMC (19/10) ainsi peut-on quantifier "l'effet primaire" dont bénéficie (temporairement ?) F. Hollande. Le désormais candidat unique des socialistes, choisi le 16 octobre par quelque 1 600.000 électeurs, recueille 35% des intentions de vote à la présidentielle ("si le premier tour avait lieu dimanche prochain"), contre 28% dans l'enquête précédente (19 et 20 septembre). Il grignote à la fois sur sa gauche (Mélenchon et Joly perdent chacun 1 point) et au centre, où il récupère une bonne part des déçus de Villepin (-3) et des orphelins de Borloo (5% en septembre).

L'effet escompté par les promoteurs de la primaire – créer une dynamique au profit du candidat adoubé par le "peuple de gauche" - a donc bien eu lieu. Sans que l'on puisse d'ailleurs présumer de sa pérennité. Cette lecture est confirmée par les interrogés eux-mêmes : 59% estiment que le Parti socialiste sort "rassemblé et renforcé" de cette aventure ; 25% seulement qu'il en sort "divisé et affaibli". C'est vrai des sympathisants de gauche (qui à 78% le voient renforcé), mais aussi de ceux de la droite (renforcé : 50% ; affaibli : 36%). "L'effet primaire" joue également à plein au second tour, où François Hollande obtient un score de maréchal, avec 62% des intentions de vote (pas des records jadis atteints par DSK), contre 38% à Nicolas Sarkozy. Sans doute, il ne s'agit que d'une photographie, un arrêt sur image à un instant particulier de la précampagne, où Hollande bénéficie d'une conjoncture exceptionnellement favorable. Mais il y a le feu au Château, et on comprend que les partisans du président-pas-encore-officiellement-candidat s'activent depuis dimanche pour tenter de savonner la planche du favori des sondages. Ils auront fort à faire. Car pour l'heure, les attaques de la droite contre le "candidat chamallow", comme celles de Martine Aubry contre la "gauche molle", semblent plutôt conforter que desservir celui qui est perçu par les deux tiers des électeurs (et les trois quarts des électeurs de droite !) comme un candidat de "centre-

gauche" - donc d'autant plus susceptible de séduire les tièdes et les indécis. Tandis que le très clivant Nicolas Sarkozy, même débarrassé de l'hypothèque Borloo, reste scotché à 25% des intentions de vote (au 1er tour). Pis (pour lui) : 10% seulement des électeurs se déclarent certains de voter Sarkozy ; alors qu'ils sont 61% à l'exclure tout à fait.

Selon le sondage Ifop/Jdd, F. Hollande est crédité de 35% des voix au premier tour. Il ferait mieux que l'ancien et seul président socialiste à ce jour, qui avait recueilli 34,11% des suffrages face à J. Chirac. La primaire agit comme un booster puisque le candidat socialiste progresse en un mois de six points. Surtout, il devance Nicolas Sarkozy de dix ! L'élan créé par François Hollande lui permet de gagner dans les catégories socio-professionnelles: cadres supérieurs, jeunes et retraités. Plus surprenant, il mord sur l'électorat de droite puisqu'il conquiert 8% parmi les personnes qui avaient voté pour le candidat UMP en 2007. Même avec dix points de retard, N. Sarkozy s'en sort plutôt bien. Avec 25% des intentions de vote, il progresse de 1,5 point. C'est même son meilleur score depuis six mois. La primaire a donc paradoxalement mobilisé son électorat. "La primaire a refabriqué du clivage gauche/droite", relève F. Dabi.

De toutes les tranches d'âge, les trentenaires sont les plus antisarkozystes. D'après un sondage BVA/Les Inrocks, ils sont 69% à souhaiter la victoire de la gauche en 2012 (66% pour tous les Français). Seulement 22% des 30-39 ans souhaitent reconduire N. Sarkozy (28% pour tous), contre 29% pour les 15-29 ans et 26% pour les quadras et les quinquas. D'ailleurs, selon un autre sondage BVA pour RTL, les 25-34 ans ont voté à 53% pour M. Aubry, perçue comme représentante de la gauche du PS. Chez les 35-49 ans, Aubry ne fait que 47% contre 53% pour Hollande. Les trentenaires sont aussi la génération la plus « noire ». 74% estiment vivre moins bien que leurs parents. Les plus jeunes les talonnent à 72%. Seulement 24% des 30-39 ans pensent l'inverse (contre 44% de la totalité des Français). L'engagement à gauche et la culture adolescente des 30-39 ans ne les empêchent pas d'embrasser des valeurs plus traditionnelles.

Nicolas Sarkozy.

Selon un sondage CSA/Les Echos, l'exécutif au plus bas (12/10). Avec 32% seulement qui lui font confiance pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays (contre 65%), N. Sarkozy retrouve son niveau de mai dernier, et voit donc son rebond de l'été tout entier effacé. Seule sa base politique tient, puisque 87% des sympathisants UMP lui font confiance. La grande discrétion actuelle du Président de la République sur la scène intérieure est, dans l'immédiat et quelle que soit l'utilité future de cette attitude, néfaste à sa popularité. D'une part, il ne livre pas aux Français les éléments d'explication et d'anticipation qu'ils attendent face à la crise, d'autre part il laisse aux candidats à la « primaire citoyenne » l'essentiel du discours politique, naturellement à ses dépens. Dans un contexte marqué par la prise du Sénat et un premier tour de primaire réussi, en termes de mobilisation, d'organisation et de tonalité générale des débats, l'ensemble des personnalités de gauche testées voient leur image s'améliorer. Si J-L. Mélenchon progresse lui aussi

nettement (27%,+5points), cette hausse est sans commune mesure avec le phénomène d'opinion exceptionnel qu'est le gain de 21 points (et 28 points parmi les sympathisants de gauche) réalisé par A. Montebourg. A la question posée du choix d'une politique protectionniste, définie sans concession comme l'augmentation des droits de douane sur les produits importés, les Français expriment une réponse largement favorable (54% contre 41%). Il est à noter une certaine réticence parmi les ouvriers (49% d'opposition), ce qui tient sans doute à ce que nombre d'entre eux travaillant dans des secteurs liés au marché mondial. Il est aussi remarquable que l'approbation d'une politique protectionniste ne recouvre pas les lignes de partage du référendum de 2005, ce qui souligne qu'il s'agit d'un thème autonome, envoyé d'installation rapide dans le débat public français.

Baromètre Ifop/JDD : Sarkozy doit convaincre sur la crise. Ainsi, 31% des Français seulement sont satisfaits de l'action du locataire de l'Elysée (-1 point par rapport à l'étude de septembre), contre 69% de mécontents. Le plus bas niveau d'un président de la République à six mois de la fin de son mandat. « La situation est très incertaine depuis deux mois et tout le monde attend ce qui va être annoncé dimanche soir ou lundi matin à l'issue de la réunion des dirigeants politiques européens », décrypte Jérôme Fourquet. « De plus, les Français ne perçoivent pas d'amélioration dans leur quotidien : les chiffres du chômage ne vont pas évoluer à la baisse, des taxes supplémentaires ont été annoncées... », ajoute l'analyste politique. La baisse de N. Sarkozy dans les sondages s'explique aussi par la séquence politique de la primaire citoyenne. Débutée avec le basculement du Sénat à gauche, cette période s'est clôturée samedi par l'investiture de F. Hollande à la tête d'un parti qui ne s'est pas désuni comme l'espérait la droite. Quant à la mort de Kadhafi, « l'opération est certes importante, mais les Français s'intéressent désormais davantage au sort de leur économie », analyse l'Ifop. Plus que jamais, il s'agit de convaincre de sa capacité à gérer les finances publiques.

Le chef de l'Etat a concentré son propos, mardi 18/10, au petit déjeuner de la majorité, sur la crise internationale. « Notre destin se joue dans les dix jours », a expliqué le président, selon des propos rapportés par l'Elysée. « La crise systémique peut avoir des conséquences graves, il faut faire un tableau réaliste de la situation ». Le chef de l'Etat, au lendemain de la désignation de François Hollande comme candidat PS à l'élection présidentielle, a choisi de prendre de la hauteur et de se camper en gestionnaire de crise. Paris et Berlin doivent se mettre d'accord d'ici le week-end sur un plan de sauvetage des banques européennes et le faire avaliser par les dirigeants de la zone euro, dimanche 23 octobre à Bruxelles. M. Sarkozy a insisté sur le fait que la France n'a pas dû baisser salaires et retraites à la différence d'autres pays et vanté la réforme des retraites ainsi que le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Il a rappelé que les réalités avaient laissé deux ans, en 1981, pour se rappeler au bon souvenir de François Mitterrand. Il estime que si les mesures du PS, portées par François Hollande, sont mises en œuvre, cela ne durera que quelques heures.

Selon Pierre-Alain Furbury (les Echos 21/10) « A six mois de la présidentielle, N. Sarkozy ne veut envoyer qu'un seul message aux Français : **il se bat pour**

protéger la France contre la crise. « Sans arrêt », insiste un de ses conseillers. « Il ne doit pas y avoir confusion dans l'opinion. La crise est trop grave », relève un membre du gouvernement. « Notre destin se joue dans les dix jours », a dit le président mardi dans le huis clos du petit déjeuner de la majorité. Mais peut-être parlait-il aussi un peu de lui. Car, politiquement, c'est peu dire qu'il joue gros dans les deux prochaines semaines, même si, comme le martèle son entourage, il ne s'agit pas d'une stratégie électorale. La stratégie est désormais bien établie. Face à un François Hollande qui n'a ni expérience ministérielle ni stature internationale, N. Sarkozy se pose en chef de guerre. « Entre le rêve socialiste et le sang et les larmes, il y a un chemin dans une période cruciale : celui de la lucidité, de la gravité et de la crédibilité », relève Benoist Apparu. « Si on ne veut pas prendre de décisions difficiles, alors il ne vaut mieux pas être candidat à la présidence. » estime Sarkozy. Pour que son volontarisme ne passe pas pour de l'impuissance, le chef de l'Etat doit obtenir des résultats tangibles au niveau européen et au G20 de Cannes, début novembre. Et, en tout état de cause, il lui faut faire mentir une règle politique qui veut que la crise crée de l'alternance. « C'est la sortie de crise qui favorise l'alternance. Mais nous n'y sommes pas », corrige Brice Hortefeux. « La crise inquiète. Seul le président peut rassurer », veut croire Brice Hortefeux. Le chef de l'Etat doit intervenir prochainement à la télévision. »

Invité de France Inter, H. Guaino (17/10) a insisté sur l'idée qu' « il y a quand même quelque chose d'essentiel dans le contexte de cette campagne, que je voudrais bien que tout le monde regarde en face, c'est la situation du monde, la situation de l'Europe et par conséquent la situation dans laquelle se trouve la France. Nous ne pouvons pas résonner comme s'il ne se passait rien autour de nous, c'est absurde. Donc l'énergie du président de la République, elle est d'abord concentrée sur les crises auxquelles nous sommes confrontés, alors il y a de tout, il y a des crises géopolitiques, il y a des crises économiques, crises financières, crises du nucléaire, toutes ces crises, elles méritent une attention constante de la part du président de la République.. Il est – j'entends dire que les inégalités ont augmenté en France, c'est la faute de Sarkozy. Avez-vous regardé l'état du monde ? Vous êtes-vous demandé quelle était la cause de ce creusement des inégalités invraisemblables depuis trente ans... Ce n'est pas une crise ordinaire : c'est une crise sans précédent depuis les années 30, ce n'est pas une crise ordinaire. Regardez le pouvoir d'achat : vous me dites « Il n'a pas rempli ses objectifs ». Il a dit : « Je serai le président du pouvoir d'achat » ; eh bien il l'a été pendant toute la crise parce que pendant toute la crise il a été obsédé par le fait d'empêcher le pouvoir d'achat des Français de s'effondrer.

| UMP

Sondage

Primaires à l'UMP : les attentes des Français. Selon TNS/Sofres/Canal+, le modèle inauguré par le parti Socialiste faisant école, plus de la moitié des Français aimerait voir s'appliquer cette organisation dans le choix du candidat de l'UMP pour la prochaine élection présidentielle de 2017, alors qu'un sur

cinq ne le souhaite pas. Parmi les sympathisants du parti majoritaire, la proportion favorable à un tel mécanisme de choix est identique. Ils sont cependant plus nombreux à s'être exprimés sur la question et plus nombreux à y être opposés : 32%, pour 20% chez l'ensemble des Français. Les avis sont plus mitigés sur la présidentielle de 2012 : 40% des Français sont favorables à l'organisation de primaires à l'UMP dès maintenant. Les sympathisants UMP sont plus nettement opposés à l'organisation de primaires dès 2012 : 55% (dont 35% pas du tout) contre 33% d'avis favorables. Plus globalement, 57% des Français estiment que la désignation des candidats devrait se faire de la sorte, lors d'une large consultation citoyenne, dans tous les partis (46% chez les sympathisants UMP). Une part non négligeable de la population (25%) pense néanmoins qu'on ne devrait pas appliquer ce principe au parti au pouvoir dans la mesure où la décision de se représenter appartient exclusivement au président en poste. Sans surprise, cette idée est plus largement partagée chez les sympathisants UMP où ils sont 41% à l'affirmer.

Selon un sondage Harris Interactive-VSD, si une primaire pour 2012 était organisée aujourd'hui par l'UMP, elle mobiliserait au moins 14% des Français inscrits sur les listes électorales et Nicolas Sarkozy en sortirait largement vainqueur. (NouvelObs.com 19/10)

François Baroin a expliqué sur France2 (18/10) « la rigueur que vous appelez pour la France honnêtement c'est rien à côté de ce qui se passe en Grèce, en Italie eu en Espagne, on n'a pas baissé le traitement des fonctionnaires, on l'a juste stabilisé. On n'a pas baissé les pensions de retraite, on les a sauvé, on les a protégé, c'est bien la raison pour laquelle il n'y aura pas beaucoup de place pour raconter des histoires, des fariboles, ou des mensonges aux Français. Sur LCI, Laurent Wauquiez explique « Je n'ai aucune intention de me livrer à un jeu de massacre contre M. Hollande", a-t-il déclaré. Il préfère dénoncer "le matraquage fiscal des classes moyennes" induit selon lui par le programme PS. Il évoque, pour un couple aux revenus modestes avec trois enfants, "3.000 euros d'impôts de plus" en fin d'année.

Voici les principaux points sur lesquels les ténors du parti de la majorité vont attaquer François Hollande. Les hausses d'impôts : Conformément au projet du PS, François Hollande veut s'attaquer aux niches fiscales. Sur les 70 milliards de niches créées depuis 2002, il compte en annuler 50 milliards, parmi lesquelles la défiscalisation des heures supplémentaires ou la TVA réduite dans la restauration. L'UMP ne va pas manquer de relever qu'avec le PS au pouvoir, les Français vont voir leurs impôts augmenter de 50 milliards. A l'inverse de N. Sarkozy, qui a martelé tout au long de son quinquennat qu'il n'avait pas été élu pour augmenter les impôts, F. Hollande a d'ores et déjà annoncé qu'il y aura bien augmentation des prélèvements obligatoires. Le député de Corrèze est de ce point de vue plus honnête que le chef de l'Etat, puisque, depuis deux ans, les principales mesures d'économies prises par le gouvernement sont des suppressions et des coups de rabot sur les niches fiscales. Le projet de budget pour 2012 prévoit en outre la création de 5 nouvelles taxes . Résultat: le taux de prélèvements obligatoires en France atteindra l'an prochain 44,5% du PIB, dépassant son niveau du début du quinquennat de Nicolas Sarkozy. L'autre projet de Hollande, c'est une grande

réforme fiscale: il propose de fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG, de taxer le capital au même niveau que le travail et d'élargir l'assiette de ce nouvel impôt. Concernant les entreprises, il est favorable à une hausse du taux de l'impôt sur les sociétés qui n'investissent pas. On peut donc parler d'une hausse généralisée de l'impôt sur le capital, les entreprises et les ménages. François Hollande aura du mal à prétendre le contraire. Il devra convaincre que ces hausses sont justes et équitables. La retraite à 60 ans : En dépit de l'embarras suscité par les propos de Pascal Terrasse, son conseiller retraite, F. Hollande a promis de rétablir l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, contre 62 ans depuis la réforme de 2010. "La première décision que je prendrai sur cette question des retraites, c'est de permettre à ceux qui ont cotisé 41 années et qui ont 60 ans de partir", a-t-il déclaré lors du dernier débat télévisé face à M. Aubry. Les salariés qui n'ont pas cumulé 41 annuités pourront partir en retraite à 60 ans "mais ils auront une décote", a-t-il précisé. Il n'empêche: c'est sur ce point que la majorité risque de le mettre le plus en porte-à-faux, alors que l'espérance de vie s'allonge et que tous les pays européens ont repoussé l'âge légal de la retraite à 65 voire 67 ans. D'autant que la mesure coûterait environ 25 milliards d'euros d'ici à 2014, et beaucoup plus en suite. François Hollande pourra cependant répondre qu'au-delà des bornes d'âge, il préconise une réforme systémique du régime des retraites visant à assurer des financements pérennes, qui ne porteront plus sur les seuls salaires, et qu'il est favorable à une augmentation de la durée de cotisation. La création de 60.000 postes dans l'éducation nationale : Le président du conseil général de Corrèze a précisé que 12.000 postes seraient créés par an pour un coût annuel de 500 millions d'euros, soit 2,5 milliards d'euros sur cinq ans. Le corps professoral, qui s'était en partie détaché du PS en 2007 pour voter F. Bayrou, et les parents d'élèves, exaspérés par les suppressions de classes à la rentrée, apprécieront certainement cette proposition. L'UMP de son côté ne va pas manquer de souligner le coût exorbitant - 100 milliards d'euros sur une période d'activité complète, soit 40 ans - de cette mesure, et de poser la question de son financement en période de réduction du déficit. Et sur ce point, F. Hollande est resté flou. Ces créations de postes seront compensées par des suppressions de postes dans d'autres ministères, a-t-il assuré. Le député de Corrèze a fait un parallèle avec le plan de 3 milliards d'euros annoncés par N. Sarkozy pour la rénovation des prisons. Faut-il comprendre que F. Hollande y renoncera, alors que le nombre de détenus incarcéré en France atteint un niveau record? C'est tendre le bâton à la droite pour se faire battre... (L'Expansion.com 18/10)

Pendant plus de deux heures, une quarantaine de responsables de l'UMP, dont une quinzaine de ministres se sont succédés à la tribune pour des interventions de trois minutes. Sur cette tribune à fond bleu figure un immense compteur où défile au fur et à mesure des débats « le coût du projet PS ». D'après un document distribué à la presse, l'UMP parvient à « 255 milliards d'euros de dépenses nouvelles sur cinq ans » en additionnant le coût des emplois d'avenir (20 mds, « chiffrage du PS »), de l'allocation d'étude (60 mds, « chiffrage de Terra Nova »), du retour à la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt (87 mds), du service public de la petite enfance et la scolarisation à deux ans (26 mds), du « recrutement de fonctionnaires » (12 mds), de l'augmentation de l'allocation adulte handicapé au niveau du Smic (3 mds), du « contrat de génération » (40 mds, « chiffrage de François

Hollande ») et de « la construction de 30.000 logements sociaux supplémentaires par an par rapport au rythme actuel » (7 mds).

S'agissant des hausses d'impôts, l'UMP parvient au chiffre de 126 mds d'euros correspondant à la réforme de la fiscalité voulue par le PS (50 mds, « chiffre PS ») et aux autres taxes supplémentaires sur les ménages et les entreprises (76 mds, dont 40 mds pour la suppression des allègements de charges). Avec de telles dépenses, « le PS sera incapable de tenir ses promesses de retour à l'équilibre en 2017 », affirme l'UMP. (18/10)

Parti socialiste

L'institut BVA a réalisé pour RTL un sondage préélectoral du jeudi au samedi précédents le scrutin pour comprendre les clés d'explications du vote à la primaire socialiste de ce dimanche 16 octobre. Résultat : Pour 69% des sympathisants de gauche (501 personnes interrogées), le député de Corrèze est « le plus capable de battre Nicolas Sarkozy lors de la prochaine élection présidentielle » (69% contre 28% à la maire de Lille), selon le sondage BVA pour RTL réalisé les trois derniers jours avant le vote et publié dimanche. 62% de ces sympathisants jugent aussi qu'il "a le plus la stature d'un président de la République" (62% contre 34%). Au près des Français interrogés qui étaient décidés à aller voter dimanche (665 personnes), François Hollande a dominé nettement dans l'électorat masculin (66% de probabilité de vote en sa faveur contre 34% à Aubry), les deux candidats faisant jeu égal chez les femmes (51% contre 49%). Selon ce même échantillon réduit, le député et président du conseil général de Corrèze a recueilli les faveurs de 63% des 50-64 ans (65% chez les 65 ans et plus), la maire de Lille le devançant chez les moins de 35 ans: 53% contre 47% chez les 18-24 ans et 49% contre 51% chez les 28-24 ans. François Hollande s'est imposé surtout dans les communes rurales (64%), les villes de moins de 20.000 habitants (60%) et a fait jeu égal avec Martine Aubry dans l'agglomération parisienne (50/50).

L'Institut de l'entreprise a mis en place une équipe de chiffreurs dont il publiera les résultats au fur et à mesure des annonces des candidats. Voici en priorité les premières estimations d'une partie des propositions du programme socialiste, celles dont les contours sont suffisamment claires pour permettre un calcul, ainsi que les mesures évoquées par le vainqueur de la primaire PS : François Hollande.

Le **total des dépenses du programme PS/Hollande** tel qu'il est précisé actuellement est compris entre 22,7 et 26 milliards d'euros par an (en rythme de croisière, c'est à dire au moment où les dépenses sont maximales dans le quinquennat). Soit entre 113 et 130 milliards d'euros pour 5 ans. A cela s'ajoute les mesures visant à développer les énergies renouvelables, supportées par les consommateurs. Ce qui donne un total compris entre 25,6 et 29 milliards d'euros en année de croisière. Ce chiffre n'est pas complet, puisque par exemple la réforme des retraites, dont les contours sont encore assez mal connus, n'a pas été estimée.

Le programme du Parti socialiste :

- Construction de 150.000 logements par an : 157 millions d'euros

- Création d'une allocation d'étude sous condition de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie pour les étudiants : 1,3 Milliard d'euros
- Revalorisation du pouvoir d'achat du Smic : 1,5 milliard d'euros
- Renforcement de l'encadrement pédagogique en premier cycle dans l'enseignement supérieur : entre 165 et 175 millions d'euros
- Mise en place d'un service public de la petite enfance : entre 4,5 et 5 milliards d'euros
- Appel à la solidarité nationale pour la prise en charge de la dépendance : entre 1,5 et 2,1 milliards d'euros
- Revalorisation de l'allocation adulte handicapée : entre 1,7 et 1,9 milliard d'euros
- Création de 10.000 postes de policiers et de gendarmes : entre 250 et 266 millions d'euros
- Rattrapages des moyens de la justice : entre 1 et 2 milliards d'euros
- Les mesures proposées, reprises ou modifiées par François Hollande
- Création de 60.000 postes d'enseignants sur 5 ans : 1,9 milliard d'euros
- Revalorisation du salaire des enseignants : entre 0,9 et 2,9 milliards d'euros
- Création de 200.000 contrats de génération chaque année : entre 7,6 et 8,3 milliards d'euros (sur l'ensemble du quinquennat : entre 30,5 et 33 milliards d'euros)
- Création de contrats d'avenir pour les jeunes des quartiers sensibles :
 - Parti socialiste (300 000 contrats) : 3,5 milliards d'euros
 - François Hollande (entre 50.000 et 80.000 contrats) : entre 610 et 950 millions d'euros
- Extension du RSA : entre 528 et 876 millions d'euros (en fonction du nombre de contrats d'avenir mis en place)
- Augmentation de 15.000 à 65.000 du nombre de jeunes effectuant leur service civique : entre 253 et 291 millions d'euros
- Développement massif des économies d'énergies renouvelables et réduction de 75% à 50% de la production d'électricité d'origine nucléaire à l'horizon 2025 : 3,1 milliards d'euros

La cellule de chiffrage de l'Institut de l'entreprise est constituée d'une équipe de quatre experts, divers par leur profil comme par leur sensibilité politique, qui sont tous des professionnels de la mécanique budgétaire. Leur anonymat constitue la garantie de leur indépendance. Les hypothèses et les détails des calculs sont disponibles sur le site de l'institut de l'entreprise. (source Nouvelobs.com 20/10)

François Hollande et l'industrie. Le 21 septembre, François Hollande choisit de se rendre dans la région de Sochaux-Montbéliard pour parler d'industrie, en pleine campagne des primaires. Le candidat y vante la qualité de l'ancrage de la région : « la recherche se fait ici, les emplois sont ici, les sous-traitants sont dans l'environnement immédiat ». Et de rajouter : « c'est une chance d'avoir des entreprises de taille mondiale à condition qu'elles restent fidèles à leur territoire ». Ré-industrialisation : Sans aller jusqu'à défendre la démondialisation comme son ancien concurrent à la primaire Arnaud Montebourg, il défend son « pacte productif ». Et il rebondit sur ce qu'il a déjà

annoncé dans une interview de L'Usine Nouvelle : "nous devons passer un contrat avec les chefs d'entreprises : développez-vous partout, investissez là où sont les marchés, mais gardez votre production ici", déclare-t-il. Nucléaire : François Hollande ne souhaite pas une sortie du nucléaire mais prône une diminution de sa part dans le mix énergétique. Il souhaiterait passer d'une part de 75% d'électricité produite grâce à l'atome à 50%.

Déficit : Il prône le retour à l'équilibre des comptes publics en 2017. « Tout ce que j'annoncerai sera complété par des économies équivalentes », précise-t-il à l'issue du premier tour des primaires, le 9 octobre. Emploi : Le 9 septembre, lors d'une visite à l'usine d'Arcelor Mittal à Florange qui risque de fermer, le candidat à la présidentielle déclare : « la Lorraine symbolise une fois de plus la faillite de la politique industrielle du président de la République et la nécessité de la réorienter vers une intervention plus efficace de l'Etat. » Plus efficace pour garder des emplois et éviter des drames pour les ouvriers, comme pour les Contis, Molex et autres Heuliez.

Le Parti socialiste s'est constituée une arme électorale précieuse : 650.000 contacts de sympathisants. Un vivier de potentiels volontaires pour la campagne présidentielle de 2012. Le parti, qui n'a pas encore établi de « stratégie de communication arrêtée », compte bien les mobiliser dans le cadre de la prochaine échéance électorale. « Il va falloir les intéresser sans les saturer. Nous les tiendrons informés de la suite des événements et nous leur proposerons de s'engager dans la campagne pour ceux qui le souhaitent ». La constitution de ce fichier national « sera effectif dans trois semaines », selon un coordinateur de la primaire. Le Parti socialiste a souhaité être irréprochable face aux attaques de fichage dont elle a été la cible et a demandé à la Cnil de valider sa démarche. « Les partis politiques ont toujours constitué des fichiers de sympathisants et au niveau local chacun organise son fonctionnement », rappelle Laurence Girard. La nouveauté est que l'élaboration de cette liste s'est faite, cette fois-ci, au niveau national et en masse. « On va prendre beaucoup de précaution », assure le cadre du parti qui souligne qu'« il est très simple de sortir de la liste de diffusion. L'envoi d'un mail suffit ». Le fichier représente un avantage sur une droite qui n'a pas fait ce plein de partisans à six mois du scrutin. L'UMP revendiquait 128.000 adhérents en mars dernier, contre 370.000 juste avant la précédente présidentielle. Loin du pari lancé en 2009 par Xavier Bertrand d'atteindre les 500.000 militants pour 2012. On sait donc à quoi s'attendre les prochains mois. La campagne présidentielle se jouera sur le terrain. Et pour l'instant, le Parti socialiste marque des points sur son principal adversaire. (Nouvelobs.com 19/10)

Michel Sapin a souligné qu'il convenait de transformer le « projet socialiste en programme » du candidat (20/10). Comme on demandait sur RTL au député de l'Indre, si la crise obligeait le candidat socialiste à revoir son programme, il a répondu: « non, parce que le programme lui-même n'est pas encore élaboré. » « C'est un projet, le projet socialiste qui a été élaboré et qu'il convient maintenant de transformer en programme », a-t-il insisté. « Ça ne peut pas être très différent, mais c'est d'une nature différente », a commenté Michel Sapin. « Les orientations qui sont dans le projet, on les retrouvera dans le programme », mais « c'est le moment où l'empreinte du candidat rentre dans les faits des propositions ». Le candidat Hollande a

indiqué qu'il allait "prochaînement" rencontrer Laurent Fabius, avec qui les relations sont difficiles. Depuis un an, l'ancien Premier ministre travaille en effet aux mesures que devrait prendre le nouveau gouvernement socialiste dans la première année du quinquennat.

Front national

Marine Le Pen écrit au Medef. La présidente du Front national demande aux membres du conseil exécutif de l'organisation patronale s'ils sont d'accord avec Laurence Parisot à son sujet. La guerre est déclarée entre Marine Le Pen et Laurence Parisot, qui dénonce régulièrement le programme économique du FN et vient de publier un livre - avec Rose Lapresle - Un Piège bleu Marine (Calmann-Lévy). Après avoir proposé, par courrier, un "débat public" à la patronne du Medef - laquelle a refusé: "Laurence Parisot ne veut pas lui donner l'occasion d'un spectacle supplémentaire", selon son entourage cité par le JDD (16/10)- la présidente du Front national vient d'écrire aux 45 membres du conseil exécutif du Medef, où siègent les représentants des fédérations professionnelles et des territoires, ainsi que les poids lourds du patronat. Dans une lettre envoyée le 13 octobre, Marine Le Pen s'indigne d'une déclaration de Laurence Parisot à l'hebdomadaire Paris Match le 29 septembre, qu'elle reproduit dans sa missive: "Notre livre a pour vocation de contribuer à empêcher que Marine Le Pen soit présente au second tour de l'élection présidentielle. Si, par malheur, elle l'était, j'organiserais une réunion exceptionnelle du conseil exécutif du Medef. Et je ne doute pas que, comme en 2002, il demanderait aux électeurs de faire barrage au Front national." Marine Le Pen écrit: « Cette déclaration vous engage directement comme membre du conseil exécutif du Medef. Elle me paraît contradictoire avec les principes qu'ont souvent rappelés le Medef, et le CNPF avant lui: pas d'ingérence dans le débat électoral démocratique, et aucune consigne de vote. » Puis elle demande aux membres du conseil s'ils se montrent solidaires de leur représentante: « Je me permets de m'adresser directement à vous pour savoir si vous cautionnez cette déclaration faite en votre nom et si vous vous associez à cette véritable déclaration de guerre contre une partie du corps électoral. » Le sujet sera-t-il abordé lors de la réunion mensuelle du conseil exécutif de l'organisation patronale ce lundi? (source : l'Express.fr)

Politique

Redonner un souffle révolutionnaire à la République. Dans Mediapart (19/10), C. Autain et Danièle Obono reviennent sur la primaire socialiste. Selon elle, celle-ci « a permis de cristalliser une part du rejet de Sarkozy et a révélé un désir d'innovation dans la fabrication politique, une volonté de participation alors que les partis n'arrivent pas à répondre aux exigences du monde contemporain.. Il faut être formaté par la pensée unique comme F. Hollande et M. Aubry pour ne pas entendre la colère contre les banques et l'envie de VIe République qu'exprime le vote, aussi fort qu'inattendu, pour A. Montebourg. Que cette primaire ait débouché sur une gauche à l'eau de rose, recentrée, n'est pas la moindre de ses faiblesses.. Il reste à porter une alternative véritable aux politiques austères à l'œuvre partout en Europe. Et pour ce faire, une révolution démocratique s'impose. Le costume de la Ve

République est trop étroit pour permettre l'implication populaire nécessaire à la transformation sociale et écologique.. Les récentes élections sénatoriales, qui n'ont pas passionné les foules en dépit de l'historique basculement à gauche, illustrent la profondeur du problème: nos institutions républicaines fonctionnent désormais en vase clos, vidées de la tension démocratique entre subversion et conservation qui les avait fait émerger. Mais elles sont aussi ce que les citoyens et citoyennes décident d'en faire, en faisant irruption sans prévenir, comme en 2005 lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Les réformes institutionnelles peuvent paraître éloignées des préoccupations du quotidien. Mais, poser la question de l'idéal républicain, c'est interroger notre conception et notre pratique de la vie politique, pas seulement la forme de gouvernement mais aussi la façon de faire communauté et la projection en termes de vision du monde, de valeurs partagées, de cette communauté.. La République n'est pas un concept ni une réalité a-historique ou neutre. Elle est le produit du rapport de force entre les classes, des évolutions politiques, économiques et sociales, des batailles d'idées et des contradictions qui structurent la société et se perpétuent à travers ses institutions. Dans le débat et la pratique politiques actuels, c'est notamment la conception organiciste et uniformisante, héritée de la royauté et du catholicisme romain, qui semble trop souvent s'être imposée.. Ce toxique toujours présent empêche certains fervents défenseurs d'une vision étriquée et figée de la République de penser la France d'aujourd'hui, avec ses aspirations à plus de respect de l'individu et de ses différentes identifications, avec sa dimension post-coloniale, sa diversité d'origines, de cultures, de cultes... La République que nous appelons de nos vœux doit renouer avec la dynamique révolutionnaire de sa jeunesse et devenir un espace pluriel d'expérimentations démocratiques où l'émancipation de tou-te-s est la condition de l'émancipation de chacun-e. Nous avons de nouvelles Bastilles à prendre: celles du pouvoir financier au service duquel les Etats font aujourd'hui le choix de gouverner, celle du pouvoir médiatique qui anesthésie nos cerveaux et ligote notre volonté, celle d'un pouvoir politique qui sert les puissant-e-s et méprise les aspirations du plus grand nombre. Et nous avons surtout de nouvelles Communes à construire: par le partage des pouvoirs et des richesses, l'appropriation sociale des moyens de production, la planification écologique et l'aménagement de nouvelles urbanités et ruralités, l'égalité réelle entre femmes et hommes, la reconnaissance et le respect de notre diversité, l'invention de formes subversives de démocratie directe, par des formes d'éducation et d'enseignement qui favorisent l'esprit critique et permettent de comprendre le monde, de se sentir en capacité d'y agir, pour pouvoir encore mieux le changer...Face au pouvoir de la finance qui accroît les inégalités et broie nos désirs, nous avons à construire les moyens de notre émancipation. Sans révolution dans nos règles du jeu démocratique, sans un pouvoir accru pour les parlementaires, la proportionnelle, le non-cumul des mandats et le statut de l'élu-e pour ne prendre que quelques exemples, le changement restera un doux rêve. Si une gauche digne de ce nom gagnait en 2012, elle devrait engager un processus constituant, c'est-à-dire permettre l'élection d'une Assemblée constituante distincte de l'Assemblée nationale ayant pour mandat de rédiger un projet de nouvelle constitution pour une VIe République, permettant au peuple de s'approprier les enjeux et les décisions.

La gauche en ordre de bataille pour la présidentielle Il reste le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon pour promouvoir les 4 ruptures et les 10 principes de la République sociale. Mais les ouvriers et les employés (53 % de la population) ne sont pas encore gagnés à ce vote. Le fossé devenu béant avec la politique anti-populaire du gouvernement Jospin n'est toujours pas résorbé. Et sans les ouvriers et les employés, il ne peut pas y avoir d'alternative au système actuel, tout juste une alternance gestionnaire comme nous en avons connu de 1983 à 2002. Voilà donc définie la priorité politique ! Les principaux médias sont loin d'être neutres : ils sont le principal propagandiste des politiques néolibérales et il est fondamental de développer une force populaire autonome de ces médias si nous souhaitons une vraie alternative. Que ce soit pour mobiliser les ouvriers et les employés aux cotés des couches moyennes intermédiaires (24 % de la population selon l'INSEE) ou que ce soit pour développer un processus politique autonome des médias dominants, il convient de promouvoir les assemblées citoyennes proposées par le Front de Gauche pour qu'elles ne soient pas un simple habillage d'un comité de soutien électoral ou une courroie de transmission des partis constitutifs du Front de Gauche... La gauche a besoin d'un grand lieu de débat citoyen. Puissent les semaines prochaines voir leur éclosion sur tout le territoire national, qu'elles puissent s'autosaisir sur un ordre du jour discuté démocratiquement aux fins de partir du programme partagé du Front de Gauche pour l'analyser, l'améliorer, l'approfondir, le préciser. Il en a bien besoin. Nous ferons le point de leur avancement dans quelques semaines. Mais en attendant, il faut agir pour créer ces lieux autonomes de rassemblement et de débat. Dans cette séquence politique, quelle meilleure ligne politique que de faire en sorte que le Front de Gauche fasse le meilleur score possible ? Pour cela, n'est-il pas urgent « de marcher sur ses deux jambes » à savoir instituer les assemblées citoyennes du Front de Gauche avec une composition la plus large possible et développer parallèlement à elles les initiatives d'éducation populaire tournées vers l'action pour éclairer les citoyens ? (source Respublica 17/10)

Pierre Khalfa explique dans Libération son engagement dans le Front de gauche (21/10) « Le Front de gauche est en train de créer une dynamique de rassemblement qui s'ouvre à la société civile. C'est l'occasion de rééquilibrer la gauche et de pouvoir ainsi peser à l'avenir. Dans la campagne de la primaire, F. Hollande et M. Aubry se sont alignés sur Sarkozy et l'objectif de ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013. Lorsque l'on considère cet objectif comme absolument prioritaire et que, en plus, on se trouve être probablement à la veille d'une récession à cause de la mise en œuvre des plans d'austérité en Europe, il y a un fort risque qu'ils fassent les mêmes choix que leurs homologues socialistes en Grèce ou en Espagne. Les idées portées par Montebourg dont la tonalité était une rupture avec le néolibéralisme ont eu un écho important. Tant mieux. Dans l'opinion publique, il y a une attente sur ces questions et, aujourd'hui, elles sont portées par le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon. »

En politique aussi, pour les écologistes, il doit y avoir un avant et un après Fukushima. Voilà pourquoi, prévient C. Duflot, il n'y aura pas d'accord électoral avec le Parti socialiste « sans ouverture de l'horizon d'une

sortie du nucléaire ». Cette menace, la secrétaire nationale d'EELV la brandit ce week-end dans une interview accordée au JDD. Les conséquences à tirer de la catastrophe nucléaire qui a frappé la côte nord-est du Japon en mars ont déjà été à l'origine d'un duel à distance cette semaine entre la candidate écologiste E. Joly et l'équipe de F. Hollande, tout juste investi par le Parti socialiste. « Aujourd'hui, tous les écologistes sont prêts à renoncer à avoir des députés si on ne croit pas au changement », assure C. Duflot dans les colonnes du JDD. « Après Fukushima, la sortie du nucléaire est un horizon obligatoire, même si pour certains, ces mots sont imprononçables », poursuit-elle. Parmi les autres « principes » des écologistes en vue des négociations avec le PS, C. Duflot évoque notamment le retour à la retraite à 60 ans et une réforme institutionnelle avec instauration de la proportionnelle, abrogation de la réforme des collectivités locales et nouvelle phase de la décentralisation.

Économie-social

Sondage

Les Français redoutent l'inflation selon la huitième vague du Baromètre Ifop/Robeco. Cela s'inscrit dans un contexte économique difficile marqué par la permanence de la crise économique et des marchés financiers agités de nouveaux soubresauts. Après la crise grecque et la dégradation de la note AAA des Etats-Unis, une attention accrue est portée aux déficits publics et la rigueur budgétaire a été renforcée en France. Les indicateurs macroéconomiques restent au rouge avec une hausse du chômage et une croissance molle voire nulle. L'inflation continue sa hausse après une période de déflation en 2009 et la hausse des prix est ressentie par les Français. L'enseignement fort de ce baromètre depuis sa création est qu'il existe un écart réel entre le taux perçu et le taux réel de l'inflation : alors que l'inflation au cours des douze derniers mois s'est élevée à 2,2%, elle est estimée à 11,2% par les personnes interrogées. En outre, la quasi-totalité des Français (93%) estime que les prix ont augmenté au cours des derniers mois, soit une augmentation très sensible par rapport à l'année dernière (+5 points) et plus encore par rapport à 2009 (+16 points). Les produits alimentaires et l'essence sont perçus quasi-unaniment comme des produits subissant une hausse des prix (respectivement 93%, +8 points par rapport à 2009 et 92%, +17 points). La tendance inflationniste est également nettement ressentie concernant l'immobilier puisque 84% des Français estiment que les prix ont augmenté, soit une évolution à la hausse très marquée depuis 2010 (+15 points). L'inflation est perçue comme un phénomène structurel de cette crise. 94% des Français estiment que la hausse des prix se poursuivra au cours des douze prochains mois et 79% des Français considèrent que celle-ci sera structurelle et durable. Le degré d'inquiétude face à la crise se révèle au plus haut, ce qu'il faut rapprocher des nouveaux soubresauts mettant en danger direct les finances des Etats. 87% des Français se déclarent inquiets pour l'économie française pour les mois à venir dont 27% « très inquiets ». Ce thème de l'inquiétude se déplace vers les finances publiques et la réduction de la dette de l'Etat devient ainsi la troisième priorité que les Français souhaitent que le gouvernement donne à sa politique économique. Selon Ali Ould Rouis,

Président du Directoire de Robeco Gestions : « la forte médiatisation de la crise de la dette souveraine n'est pas étrangère à l'importante progression de ce thème dans le classement des préoccupations des français et souligne une prise de conscience des enjeux et des risques qui s'y associent ». Dans ce cadre, 63% des Français ont l'intention de modifier leurs comportements du fait de l'inflation. Ils envisagent de sanctionner avant tout les dépenses : 72% des personnes interrogées envisagent de dépenser moins dans les mois à venir. 39% des Français déclarent avoir pris des dispositions financières pour préparer leur retraite, soit une forte augmentation par rapport à l'année dernière, marquée par le vote de la réforme des retraites (+5 points).

Selon le sondage Ifop/L'Usine nouvelle, l'industrie doit être une priorité du quinquennat (19/10). Près de neuf Français sur dix estiment que la réindustrialisation doit être une « priorité des prochaines années », et donc du prochain quinquennat. « Cette thématique monte en puissance depuis plusieurs mois dans la campagne, estime Jérôme Fourquet, directeur du département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop. On l'a vu notamment avec Arnaud Montebourg, qui prône la « démondialisation » pour favoriser la réindustrialisation, mais aussi avec François Bayrou qui focalise son discours sur les thèmes « instruire » et « produire ». On le verra sans doute avec Nicolas Sarkozy, qui continuera à se présenter comme le « Président des usines ». Dans les milieux économiques, la mobilisation autour de l'industrie est de plus en plus importante, et c'est aussi le cas dans l'opinion, à mesure que les citoyens s'inquiètent d'un scénario à la grecque. » Sur leurs usines, les Français sont plutôt pessimistes, surtout les plus jeunes et les moins qualifiés, mais l'attachement et l'appel au sursaut restent forts. Pessimistes? C'est l'évidence, quand on constate que 82% d'entre eux considèrent que l'industrie a beaucoup décliné ces dernières années. Et pourtant, ils lui accordent un rôle économique majeur?: interrogés sur les secteurs qui investissent le plus en recherche et en innovation, ils choisissent l'industrie à 50%! En matière de R&D, les autres secteurs sont largués, en tout cas en termes de perception?: les services ne recueillent que 13% des suffrages, idem pour le BTP, le commerce 7% et l'agriculture seulement 6%. « L'industrie est centrale, car elle symbolise le statut d'une nation, poursuit Jérôme Fourquet. Des usines qui ferment, c'est la France qui se décline. Aux yeux des Français, la substance du pays est en train de se vider, ainsi que ses emplois, et il faut arrêter l'hémorragie. » Alors, peut-on inverser la tendance? Sur ce point la France est partagée. Une courte majorité (54%) des personnes interviewées affirme qu'il est possible de conserver nos usines sur le territoire, et de maintenir en France une activité industrielle compétitive, contre 46% qui n'y croient plus. Les électeurs de gauche expriment une confiance un peu supérieure (61%), ceux de droite un peu inférieure (51%). Ceux du Front national ne sont que 38% à y croire. Quant aux sympathisants du Modem de François Bayrou, ils font figure de champions de l'optimisme : 79% d'entre eux ont foi, comme d'ailleurs leur futur candidat, en l'avenir du Made in France. Entre Nicolas Sarkozy, François Hollande, Marine Le Pen, François Bayrou et Eva Joly, le gagnant sera peut-être celui qui aura proposé les solutions concrètes les plus convaincantes... Parmi les remèdes souvent formulés, l'idée d'une "TVA sociale", c'est-à-dire d'une hausse de la TVA en contrepartie d'une baisse du coût du travail, ne fait pas recette. Elle est même fortement rejetée par

l'opinion, puisque deux Français sur trois ne veulent pas en entendre parler. "Les Français ne comprennent rien ou presque à ce sujet, note Jérôme Fourquet, de l'Ifop. Nous le constatons dans nos études, y compris qualitatives. Quiconque souhaiterait mettre en œuvre la TVA sociale aurait intérêt à travailler énormément sur l'opinion !".

Selon une étude présentée hier par la Cegos, les salariés français restent majoritairement « satisfaits » de leur emploi (59 %), s'y impliquent (75 %) et demeurent « motivés » (59 %). Dans tous les cas, ces taux sont plus élevés de quelques points pour les salariés du public, ce qui vient relativiser le « malaise des fonctionnaires ». Autre constat rassurant : plus de six salariés sur dix demeurent contents du climat qui règne au sein de leur équipe, ainsi que de leurs horaires de travail. Mais ces indicateurs en cachent d'autres, qui dressent, eux, un tableau plus nuancé et révèlent des tendances qui doivent alerter les dirigeants. Tout d'abord, si ces taux restent satisfaisants, ils s'inscrivent en baisse de 5 à 10 points par rapport à la précédente étude, fin 2009. alors que 2011 était attendue comme une année de relance, les salariés, a fortiori dans le public, sont une majorité à juger que le climat social s'est dégradé chez leur employeur en un an. L'étude dresse en creux le constat d'une lente mais constante progression d'un sentiment de lassitude face à une reprise toujours reportée. « Le climat est en demi-teinte. Depuis 2009, de nombreux indicateurs importants sont en baisse. C'est un point d'alerte qui peut laisser craindre un certain désengagement des salariés », prévient Valérie Jaunasse, chargée de l'enquête. De premiers signes sont là. La fierté d'appartenance à son entreprise recule de 8 points en deux ans (52 %) et les relations avec les managers se détériorent, avec des organisations jugées toujours plus floues, une charge de travail qu'un salarié sur deux estime « mal répartie », une grogne généralisée sur le niveau des salaires et des actions de formation jugées inefficaces et trop limitées. S'y ajoute un sentiment croissant de « perte de sens ». Les fonctionnaires estiment à 74 % que la qualité du service public diminue et à peine un salarié du privé sur trois juge que la coopération entre directions est bonne dans son entreprise. Ils ne sont pas plus nombreux à adhérer aux orientations stratégiques de l'entreprise et 75 % d'entre eux estiment qu'elles ne prennent pas assez en compte « la dimension humaine ». Au final, seuls 50 % des salariés ont désormais confiance en l'avenir de leur employeur.

Quasi unanimité des intervenants de la table ronde portant sur la compétitivité de l'économie française à la 2e édition des assises de l'industrie (19/10). Si le coût du travail pèse, sa réduction n'est pas l'alpha et oméga d'une politique industrielle. Pour le vice-Président de la conférence nationale de l'industrie, Jean-François Dehecq, il ne suffit pas de « baisser les charges », bien qu'il reconnaisse qu'une baisse du coût du travail serait la bienvenue. Encore faudrait-il qu'elle soit accompagnée d'une hausse du salaire net. Il a expliqué en substance que rien ne serait pire qu'une baisse des charges qui ne profiterait qu'aux actionnaires dont les dividendes augmenteraient. Pour lui, restauration de la compétitivité et progrès social doivent aller de pair. Si la question de la TVA sociale a été mise sur la table, le vice président de la CNI n'a pas indiqué quelle mesure fiscale aurait sa préférence pour réduire le coût du travail. Il a renvoyé au rapport définitif de la

conférence qui chiffrera le contenu en emplois de différentes mesures. Jean-François Dehecq en est convaincu : l'amélioration de la compétitivité passe par de nouvelles relations sociales dans les entreprises et dans l'économie plus généralement. Si Patrick Pierron de la CFDT est prêt pour des expérimentations pourvu qu'elles soient approuvées par les salariés localement, Françoise Gri de Manpower insiste sur la complexité existante des IRP et craint l'émergence d'un nouveau niveau de gouvernance qui viendrait encore compliquer. Volontariste, Patrick Krasensky, président de Wave Management, privilégie l'action locale. Il appelle les managers à se retrousser les manches pour créer un environnement de travail plus collaboratif. "Faire travailler les salarié autrement, c'est le meilleur moyen de trouver des gisements de compétitivité" a-t-il estimé. (L'usine nouvelle 20/10)

A lire le dernier livre de P. Artus et de M-P. Virard « La France sans ses usines » Fayard. « La France perd ses usines et ses ouvriers. Pendant longtemps, hommes politiques et beaux esprits ont voulu nous faire croire que le modèle économique idéal pour la France était d'abandonner l'industrie aux pays émergents et de se spécialiser dans les services et les nouvelles technologies. On mesure aujourd'hui les ravages de cette illusion : désertification industrielle régionale, baisse du niveau des emplois et des salaires, déficit extérieur et dette en croissance exponentielle. Il n'y a donc rien d'étonnant si la désindustrialisation est en passe de s'imposer comme un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle. Leur livre est aussi un plaidoyer pour la réindustrialisation, autour de quelques réformes structurelles ici exposées avec une clarté qui emporte l'adhésion. »

En mai 2011, 4 904 entreprises ont fait faillite en France. Cela représente une hausse de 19,4%, après trois mois de baisse. Les défaillances d'entreprises avaient en effet reculé de 2,6% en février, 1,0% en mars et 3,6% en avril. Trois mois de baisse consécutive après un mois de janvier très mauvais pointant à +17,7%. Sur trois mois, de mars à avril, le nombre de défaillances n'augmente que légèrement par rapport à celui enregistré sur la même période, un an auparavant (+1,7%). Sur les douze derniers mois, il recule de 2,1% par rapport aux douze mois précédents. Pour rappel, une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte. (usinenouvelle.com 24/10)

Les jeunes en difficultés sociales face à l'école et l'emploi. Entre juillet et septembre 2011, la FNARS a réalisé une enquête auprès de 229 structures d'accueil qui ont accompagné 12.600 jeunes de 18 à 25 ans en 2010. La trilogie, échec scolaire, manque de soutien familial, absence de ressources, est mise en évidence par l'enquête comme un frein très fort à l'insertion. De même, le nombre de demandeurs d'emploi non inscrits à Pôle Emploi est symptomatique de la négligence dont fait preuve la société à l'égard de ces jeunes.

Les principaux résultats :

- près d'un tiers des jeunes (31,5 %) a quitté l'école avant 16 ans.
- plus de la moitié d'entre eux (58 %) a quitté l'école sans diplôme.
- ils sont 66 % à être demandeurs d'emploi, et 40 % sans être inscrits à Pôle

Emploi.

- ceux qui ont déjà travaillé ne sont que 23 % à avoir travaillé plus de 12 mois.
- la grande majorité d'entre eux vit sans ressources (64 %), 12 % ont un salaire et 7% touchent les Assedic.
- le 1er motif déclencheur de l'accompagnement social cité par les travailleurs sociaux est la rupture familiale.

La FNARS participe actuellement à un travail collectif avec des associations de jeunes ou accompagnant des jeunes, afin de porter prochainement des propositions fondées sur l'idée que « tout jeune soit dans une situation de formation ou d'emploi, qu'il dispose de moyens d'existence autonomes dès 18 ans et qu'il puisse s'impliquer dans la vie de la société. Quand il n'est pas dans en situation de formation ou d'emploi, il doit bénéficier des dispositions communes en matière de ressources et de couverture sociale. Dans tous les cas, il doit pouvoir mobiliser un accompagnement adapté pour l'aider dans ces choix et l'appuyer dans son parcours ». Les résultats de l'enquête sont publiés en exclusivité par La Croix le 17 octobre 2011.

La Fondation Concorde, influent think tank de 2 500 adhérents présidé par Michel Rousseau, ex-grand commis de l'État, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine, jette une pierre dans le jardin de Laurence Parisot. Elle propose de « moderniser la représentation patronale ». Radicalement. Ses suggestions émanent d'un groupe de réflexion composé de chefs d'entreprise comme Éric Liébel, président de la société d'ingénierie Sodexper, ou Jacques Marceau, patron d'Aromates Relations publiques, mais aussi de membres de structures actuelles du patronat qui en connaissent les qualités et défauts. La task force juge inappropriée la « juxtaposition de métiers et de branches qui ne facilitent pas la gestion des moyens et réduit l'influence des entrepreneurs dans le débat public ». Cela génère des cotisations redondantes, alors que les entreprises cherchent à réduire leurs frais généraux. Pire, Medef, CGPME et UPA ne sont pas aussi représentatifs qu'il y paraît. Pour preuve, le taux moyen d'adhésion ne dépasse pas 8 %. La participation aux élections consulaires plafonne à 17 %. à la place des actuelles chambres de commerce et d'industrie, chambres des métiers et syndicats patronaux qui se chevauchent sur fond de rivalité, la Fondation Concorde propose de créer la Maison des entreprises. Celle-ci deviendrait l'interlocuteur unique des pouvoirs publics et des syndicats de salariés. Côté gouvernance, les élections à la Maison des entreprises se feraient à la proportionnelle, avec différents niveaux institutionnels : départemental, régional et national. Quant aux missions, elles seraient clarifiées et articulées autour de deux objectifs principaux : « Promouvoir et défendre un territoire d'entreprise, et désigner des représentants. » Pour le think tank, la réforme permettra de réduire de moitié les contributions des employeurs, en préservant les finances publiques. Le tout sans pénaliser les carrières des milliers de salariés des structures actuelles. En outre, cet aggiornamento déclenchera « une renaissance économique des territoires ». Enfin, ce sera l'occasion de mobiliser davantage « les meilleurs universitaires et chercheurs ». Reste à voir si dans le microcosme patronal, on prend au sérieux ce pavé. (Gestion Sociale, 20/10)

Privatisation rampante et logiques mercantiles, fermeture d'hôpitaux, politique du médicament incohérente, augmentation des déserts médicaux... Où va notre système de santé ? Pour André Grimaldi, professeur de diabétologie à la Pitié-Salpêtrière (Paris), il est urgent de tout remettre à plat et de revenir aux valeurs de solidarité et d'égalité fondatrices de la Sécurité sociale en 1945. Selon lui « Un vrai débat est nécessaire sur notre système de santé, qui reste globalement bon, mais devient de plus en plus inégalitaire. Nous assistons actuellement à un transfert continu des charges de la Sécurité sociale vers le privé. Elle se désengage des soins courants, remboursés à 50 %. Les patients sont contraints de prendre une assurance complémentaire, ce qui crée une double inégalité : les pauvres doivent y consacrer une part de leur revenu beaucoup plus élevée que les riches, et les personnes à risque, en particulier les personnes âgées, payent une surprime. 4 millions de Français n'ont pas de complémentaire santé ! Ce transfert sape progressivement les valeurs – la solidarité et l'égalité – sur lesquelles repose notre système. » Ce qu'il craint : « Lorsque les bien-portants et les plus riches constateront que la Sécu les rembourse peu tandis que leurs primes de mutuelle ne cessent d'augmenter, ils demanderont à sortir du système solidaire. Pour préserver le système, il faut que la solidarité bénéficie à tout le monde : l'équité doit s'exprimer par un prélèvement augmentant de façon progressive avec les revenus, tandis que l'égalité doit se traduire par une prestation de qualité égale pour tous, également remboursée. » S'agissant du déficit de la Sécurité sociale, il propose de « remettre à plat notre système de santé en revenant à l'esprit de 1945. Côté dépenses, il est nécessaire de revoir complètement la liste des soins, pour distinguer ceux qui relèvent de la solidarité nationale – et doivent être remboursés par la Sécurité sociale – et ceux qui ne relèvent pas de cette solidarité. Un médicament doit être jugé à une double aune : son rapport bénéfice/risque pour le patient, mais également l'évaluation de son bénéfice au regard du coût qu'il aura pour la société. Les médicaments génériques valent en France deux fois plus chers qu'en Angleterre ! » Il propose que « L'évaluation de l'Amélioration du service médical rendu (ASMR) est assumée par la Haute Autorité de santé, et le prix est déterminé par le Comité économique des produits de santé. » fusionnent. Il demande pour augmenter les recettes de l'assurance maladie que « L'ensemble des revenus doit participer au financement de la santé. Nous plaçons pour un transfert d'une part des primes d'assurance privées et des mutuelles vers l'assurance maladie publique. Il faudrait une grande négociation afin de rééquilibrer le système. Nous proposons un retour au taux de remboursement de 1945 par la Sécu : 80 %. Les patients seraient pris en charge pour l'essentiel des soins par l'assurance maladie publique. Pour en finir avec le « trou de la Sécu », une fois terminé le ménage des dépenses injustifiées, il faudra adopter une règle d'or : tout dépassement des dépenses devra être compensé par une augmentation automatique des recettes, c'est-à-dire des prélèvements obligatoires. » Il propose de construire quatre services de la santé : « Le premier est le service public de l'assurance maladie, le second est le service public hospitalier, le troisième est celui de la médecine de proximité, avec les centres de santé et les maisons médicales, le quatrième service public est celui de la prévention et de la sécurité sanitaire » S'agissant de la médecine de proximité, il avance l'idée d'un « conventionnement respecté entre eux et la Sécurité sociale. Les

professionnels du secteur 2, avec dépassement d'honoraires, ne relèvent pas du service public. Il faudrait aménager ce secteur, avant de le supprimer. Cela suppose de tout revoir, y compris la rémunération des professionnels du secteur 1, qui n'est peut-être pas assez élevée. Nous proposons de renforcer la prévention, qui est un élément essentiel de la politique de santé publique, en y consacrant 10 % du budget de la santé au lieu de 7 % actuellement. »

Crise

Les nouveaux tests de résistance menés par l'autorité bancaire européenne (EBA) pourraient révéler des besoins de recapitalisation de 298 milliards d'euros, selon une simulation réalisée par les analystes de la banque américaine Goldman Sachs publiée vendredi. Pour obtenir ce résultat, les analystes ont repris les hypothèses macroéconomiques dégradées retenues lors de la précédente vague de tests, dont les résultats ont été publiés mi-juillet. Des 91 banques passées au crible, 50 échoueraient à ces nouveaux tests, faisant apparaître un besoin de fonds propres supplémentaires de 298 milliards d'euros. Les besoins les plus importants proviendraient des établissements grecs et chypriotes (65 milliards pour les deux pays), d'Espagne (58), d'Allemagne (43) et de France (40). Seraient aussi durement sanctionnées les françaises BNP Paribas (13,0 milliards de besoins de fonds propres), Société Générale (11,6) et BPCE (10,5), ainsi que les allemandes Deutsche Bank (12,2) et Commerzbank (10,7). Jeudi, les analystes de la banque helvétique Credit Suisse avaient évalué les besoins de fonds propres au terme de tests de même nature à 221 milliards d'euros. (La Tribune 14/10)

Au nom de Dieu, taxez-les ! À quelques semaines du G20, présidé par la France, et dans un contexte brûlant de crise financière et rigueur budgétaire, quatre organisations chrétiennes – le CCFD-Terre solidaire, le Secours catholique - Caritas France, le Ceras et Justice et paix-France – lancent une campagne contre les paradis fiscaux et pour plus de justice fiscale. Les initiateurs de cette campagne ont rédigé une brochure qui sera notamment distribuée à la sortie des églises. La brochure fait plusieurs fois référence à la dernière encyclique de Benoît XVI, Caritas in Veritate. « La parole de l'Église est très claire là-dessus... dans les textes. Mais le message est peu véhiculé dans les paroisses », constate cependant Jean Merckaert, rédacteur en chef de la revue Projet du Ceras. Les auteurs du document dénoncent l'évasion fiscale de banques et multinationales qui délocalisent leurs bénéfices dans les paradis fiscaux au détriment des finances publiques des pays qui accueillent leurs activités, notamment des États du Sud qui perdraient ainsi 125 milliards d'euros. Ils pointent aussi du doigt la fraude fiscale qui coûte, selon eux, en France « 40 à 50 milliards d'euros au budget de l'État ». « Si nous voulons susciter une réflexion chez les chrétiens, dont certains sont directement concernés, il ne faut pas les braquer. On ne pouvait donc pas arriver à la sortie des paroisses en disant : « il faut supprimer le bouclier fiscal », justifie Jean Merckaert. Néanmoins, certains signataires ont d'ores et déjà annoncé qu'ils interpelleraient les candidats à l'élection présidentielle sur ce sujet.

Les Européens ont cinq chantiers à boucler d'ici le 23 octobre. (les Echos 21/10). Le financement de la Grèce : la renégociation du deuxième plan d'aide

à Athènes à la lumière du retard pris par le pays dans l'ajustement de ses comptes publics, rendent obsolète l'accord européen du 21 juillet dernier. Au lieu d'une perte évaluée à 21 % sur leurs titres grecs, il est désormais demandé aux banques d'accepter « volontairement » une décote de 50 % sur leur portefeuille. Les Etats devront, eux aussi, mettre plus que prévu au pot, en octroyant une aide supplémentaire à la Grèce. La dette grecque atteint au total 357 milliards d'euros (162 % de son PIB). Recapitalisation des banques : En fonction des nouveaux montants de l'aide retenus pour la Grèce et de l'importance de la « décote » qui sera fixée, les besoins de recapitalisation des banques détentrices d'obligations souveraines grecques seront plus ou moins importants. De son côté, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) devra être musclé pour aider les banques les plus fragiles et contenir les effets possibles d'une contagion de la crise de la dette souveraine.

Renforcement du FESF : Pour renforcer le FESF, l'accord qui se dessine consisterait à l'utiliser pour garantir partiellement des émissions d'obligations par des pays sous tension comme l'Italie ou l'Espagne. Si le FESF, actuellement doté de 440 milliards d'euros, garantit 20 % de la perte potentielle de chaque obligation émise, sa puissance de feu est ainsi multipliée par cinq et proche de 2.000 milliards d'euros. Gouvernance économique : Entre les Allemands, qui veulent lier leurs efforts de solidarité à la possibilité d'une quasi-mise sous tutelle d'un Etat défaillant, et les pays les plus fédéralistes, qui prônent la mutualisation de la dette européenne avec le lancement d'euro-obligations, l'appel à « une coopération budgétaire et économique renforcée » revêt encore des sens très différents. Relance de la croissance : Consciente que l'austérité doit être contrebalancée par des mesures de croissance, la Commission européenne insistera dimanche sur la nécessité d'utiliser le budget européen pour offrir les marges de manoeuvre de relance que n'ont plus les Etats.

Quel État dans la crise ? Ouvrir une réflexion sur l'Etat aujourd'hui Anicet Le Pors (12/10). « Le « retour de l'État » est un thème récurrent depuis l'aggravation de la crise à l'automne 2008. Cette évocation de circonstance correspond à une réalité : Dans tous les pays capitalistes, les États, sous la tutelle des marchés financiers, des autorités financières supranationales et des agences de notation sont intervenus massivement sous des formes spécifiques extrêmement variées. La circonstance conduit inévitablement à s'intéresser à l'État comme instrument de régulation sociale, mais aussi comme siège du pouvoir politique formalisé par un État de droit et une constitution, comme un rapport social.. Il importe donc que s'ouvre une réflexion approfondie sur la nature de l'État aujourd'hui et la conception qu'il convient de promouvoir pour un État démocratique et efficace dans l'affirmation de l'intérêt général. De la Libération au tournant des années 1970-1980 on a connu pendant la période des « trente glorieuses » un État pratiquant une politique essentiellement administrée, d'inspiration keynésienne, justifiée par l'effort de relèvement du pays après la guerre, puis par la mise en place de bases de développement industriel dans le cadre de plans sectoriels et plus généralement d'une planification regardée comme une « ardente obligation » par le général de Gaulle. S'ouvre ensuite une période d'environ trente ans également marquée par le déferlement du libéralisme, l'accès au pouvoir de Reagan, Thatcher, Kohl dans leurs pays respectifs. La

France opérera avec retard son tournant libéral au printemps 1983. La crise actuelle marque ainsi le terme de ce cycle et en amorce un autre qui appelle, comme on le constate dès aujourd'hui, un interventionnisme étatique approprié. Mais de quelle nature ? C'est la question en débat qui appelle des solutions différentes selon les objectifs poursuivis. Les superstructures étatiques évoluent donc et avec elles les services publics qui en constituent des pièces maîtresses. La fonction publique en est le cœur et doit donc évoluer avec la société. La fonction publique est donc un enjeu politique. Ainsi, le président de la République a-t-il, dès septembre 2007, annoncé son intention de provoquer une « révolution culturelle » dans la fonction publique. Il a échoué dans cette entreprise car la crise a montré qu'avec un secteur public étendu, la France disposait là, comme se sont plus à le reconnaître des observateurs de tous bords d'un puissant « amortisseur social » tant dans le domaine de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la protection sociale que, j'ajouterais, d'un point de vue éthique face à l'immoralité spectaculairement affichée dans la crise par les puissances financières. Il y a là un encouragement fort pour les défenseurs des services publics et, en leur sein, de la fonction publique. Son évolution nécessaire n'invalide pas les fondamentaux sur lesquels elle s'est construite au fil des siècles.. D'importants chantiers devraient être ouverts (classements indiciaires, mobilité, multi-carrières, égalité hommes-femmes, dialogue social, etc.). » Selon lui, « État et collectivités territoriales sont, ensemble, des collectivités publiques. L'image du « mille-feuilles » administratif a été un prétexte pour déstabiliser la démocratie locale et aligner la France sur les normes européennes. Comme l'a écrit le philosophe Marcel Gauchet, l'objectif final du sarkozysme, c'est la « banalisation » de la France. En ce domaine, l'objectif de la réforme des collectivités territoriales a été de faire prévaloir les niveaux à dominante économique, plus aisément soumis aux marchés (communautés de communes, régions, Union européenne) sur les instances politiques décentralisées ou déconcentrées (commune, département, État-nation). Le problème n'est pas d'opposer ces niveaux mais de les articuler correctement sur la base de deux principes républicains : l'unité et l'indivisibilité de la République, la libre administration des collectivités territoriales. Sa solution consiste à concevoir une subsidiarité qui ne soit pas celle, descendante, de Thomas d'Aquin ou du traité de Maastricht, mais essentiellement ascendante dans l'esprit de Jean-Jacques Rousseau qui écrivait dans le Contrat social « Où se trouve le représenté il n'y a plus de représentant. » Cela ne conduit pas, tout au contraire, à affaiblir l'État au nom de la démocratie représentative ou participative, mais à le redéfinir de manière cohérente dans une mondialisation qui est aussi le concert d'États-nations qui n'ont jamais été aussi nombreux. » Il estime que « la réflexion sur l'État est aujourd'hui entravée pas plusieurs facteurs. Le libéralisme a développé une idéologie managériale qui se présente comme la seule modernité envisageable. L'étatisme soviétique laisse des traces : l'État est confondu avec étatisme et étatisation et opposé au libre-arbitre. La dérive bonapartiste des institutions, en France, polarise sur l'élection présidentielle tous les enjeux et appauvrit dramatiquement le débat politique. La nature contradictoire de l'État, à la fois siège de la définition de l'intérêt général, gardien de la souveraineté nationale et populaire et instrument de domination et de violence sociale sombre dans la confusion. Certains se réfugient dans récusation même de l'État ou sa

réduction absolue, d'autres (de Le Pen à Besancenot) en appelleront à une VI^{ème} République au contenu disparate ou évanescent. En tout état de cause on ne saurait isoler la réflexion sur l'État nécessaire de la crise sociale, de la lutte contre les inégalités et de l'impératif d'un nouveau compromis social conduisant à revenir sur le décrochage de la part des salaires dans la répartition de la richesse nationale intervenu en France lors du « tournant libéral » de 1983. » Il propose de se « prononcer sur un nombre limité de propositions essentielles : élargissement de la démocratie directe, récusation du référendum sauf en matière constituante, représentation parlementaire fondée sur un mode de scrutin proportionnel, responsabilité du gouvernement devant le parlement, suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel. Mais, au-delà, une nouvelle conception de l'État suppose qu'elle soit élaborée dans une perspective de transformation sociale comprise et désirée par le peuple. Cela implique un travail idéologique de grande ampleur qui fait aujourd'hui cruellement défaut. Rien n'a remplacé l'idéal du socialisme. Il est urgent de le remettre sur le chantier avec les notions d'appropriation sociale, de démocratie institutionnelle et de citoyenneté, qui tirent les enseignements des expériences qui ont failli tout en conservant les acquis des efforts antérieurs. » (source : <http://anicetlepors.blog.lemonde.fr/>).

"Le capitalisme touche à sa fin". Immanuel Wallerstein replace la crise économique et financière dans le « temps long » de l'histoire du capitalisme (Le Monde 11/10). Selon lui, « Nous sommes aujourd'hui clairement dans une phase B d'un cycle de Kondratieff qui a commencé il y a trente à trente-cinq ans, après une phase A qui a été la plus longue (de 1945 à 1975) des cinq cents ans d'histoire du système capitaliste. Depuis plus de trente ans, les entreprises, les Etats et les ménages s'endettent, massivement. Nous sommes aujourd'hui dans la dernière partie d'une phase B de Kondratieff, lorsque le déclin virtuel devient réel, et que les bulles explosent les unes après les autres : les faillites se multiplient, la concentration du capital augmente, le chômage progresse, et l'économie connaît une situation de déflation réelle. Je pense en effet que nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie fondamentalement cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à "faire système", au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. Le capitalisme est omnivore, il capte le profit là où il est le plus important à un moment donné ; il ne se contente pas de petits profits marginaux ; au contraire, il les maximise en constituant des monopoles - il a encore essayé de le faire dernièrement dans les biotechnologies et les technologies de l'information. Mais je pense que les possibilités d'accumulation réelle du système ont atteint leurs limites. A cet égard, le rattrapage économique de l'Asie de l'Est, de l'Inde, de l'Amérique latine, constitue un défi insurmontable pour "l'économie-monde" créée par l'Occident, qui ne parvient plus à contrôler les coûts de l'accumulation. Les trois courbes mondiales des prix de la main-d'oeuvre, des matières premières et des impôts sont partout en forte hausse depuis des décennies. En fait, la dernière période

d'accumulation réelle - les "trente glorieuses" - n'a été possible que parce que les Etats keynésiens ont mis leurs forces au service du capital. Mais, là encore, la limite a été atteinte ! » Cette transition demandera du temps « La période de destruction de valeur qui clôt la phase B d'un cycle Kondratieff dure généralement de deux à cinq ans avant que les conditions d'entrée dans une phase A, lorsqu'un profit réel peut de nouveau être tiré de nouvelles productions matérielles décrites par Schumpeter, sont réunies. Mais le fait que cette phase corresponde actuellement à une crise de système nous a fait entrer dans une période de chaos politique durant laquelle les acteurs dominants, à la tête des entreprises et des Etats occidentaux, vont faire tout ce qu'il est techniquement possible pour retrouver l'équilibre, mais il est fort probable qu'ils n'y parviendront pas. Nous sommes dans une période, assez rare, où la crise et l'impuissance des puissants laissent une place au libre arbitre de chacun : il existe aujourd'hui un laps de temps pendant lequel nous avons chacun la possibilité d'influencer l'avenir par notre action individuelle. Mais comme cet avenir sera la somme du nombre incalculable de ces actions, il est absolument impossible de prévoir quel modèle s'imposera finalement. Dans dix ans, on y verra peut-être plus clair ; dans trente ou quarante ans, un nouveau système aura émergé. Je crois qu'il est tout aussi possible de voir s'installer un système d'exploitation hélas encore plus violent que le capitalisme, que de voir au contraire se mettre en place un modèle plus égalitaire et redistributif. En attendant, les conséquences politiques de la crise actuelle seront énormes, dans la mesure où les maîtres du système vont tenter de trouver des boucs émissaires à l'effondrement de leur hégémonie. Je pense que la moitié du peuple américain n'acceptera pas ce qui est en train de se passer. Les conflits internes vont donc s'exacerber aux Etats-Unis, qui sont en passe de devenir le pays du monde le plus instable politiquement.

Europe

La Commission européenne a dévoilé vendredi 15 octobre son rapport « Politique industrielle: renforcer la compétitivité ». Dans cette étude sur la performance des États membres en matière de compétitivité industrielle, Bruxelles adresse quelques recommandations à la France. Faciliter les changements structurels et améliorer sa compétitivité extérieure. Ce sont les deux défis auxquels devra se frotter la France, si l'on en croit le rapport dévoilé vendredi dernier par Antonio Tajani, vice-président de la Commission européenne. Et pour atteindre ces objectifs, le rapport recommande un meilleur positionnement technologique et géographique et une forte croissance des entreprises en dessous de 2 000 employés. Autant de mesures permettant de renforcer le tissu industriel de la France. Et si l'industrie française se place au 10^e rang en termes de productivité par personne employée, Eric Heyer, directeur adjoint au Département analyse et prévision de l'OFCE, n'y voit rien d'alarmant. « La France a une bonne productivité, bien au-dessus de la moyenne européenne. La productivité horaire est bonne aussi. Cela démontre que l'on peut avoir des salaires plus élevés puisque la productivité est forte. La France ne souffre pas d'un manque de compétitivité », développe-t-il. Mais tout dépend du pays auquel on se compare. Et effectivement, si on se mesure à l'Allemagne au 8^e rang du classement ou à la Grande-Bretagne au 9^e rang, la France est moins

compétitive. Pour ce qui est de la comparaison avec l'Irlande, le bon élève du classement de la productivité par salarié, elle est épineuse. En effet, le pays sort de trois années de récession et commence seulement à renouer avec la croissance. Pour y arriver, elle a dû en passer par une énorme dépréciation des coûts unitaires de main-d'œuvre.

Les Européens perçoivent la situation générale de leur pays de manière bien plus pessimiste que leur situation personnelle. C'est la conclusion donnée par la Commission, qui vient de publier pour la troisième année consécutive une enquête Eurobaromètre sur le climat social dans l'Union européenne. Entre optimisme et pessimisme Interrogés en juin dernier sur leur situation personnelle, celle de leur pays, ainsi que sur la protection et l'inclusion sociale, les Européens estiment le coût de la vie plus élevé qu'en 2010, malgré une évolution positive de la situation économique et de l'emploi. La majorité des États affichent des notes positives sur leur système de santé, mais les écarts entre les pays restent cependant importants. La Belgique obtient la meilleure note (+6,3), suivie par l'Autriche (+5,2). Les moins satisfaits sont les Roumains (-5,1) et les Grecs (-3,7). L'enquête révèle cependant que les citoyens européens sont mécontents de la lutte contre les inégalités et la pauvreté dans leurs pays, à l'exception des Luxembourgeois. Malgré la crise, les citoyens de l'UE restent tout de même optimistes. La conviction que les choses s'amélioreront dans les douze prochains mois a progressé depuis 2010, souligne également le rapport de la Commission. (source EurActiv.fr 18/10)

Jean Ziegler : "Bruxelles est d'une hypocrisie sans nom"

Le mouvement des « Indignés »

Le combat pour la "démocratie réelle" au cœur de "Occupy Wall Street" (Mouvements 15/10). Michael Hardt et Toni Negri. Le mouvement Occupy Wall Street, qui s'étend dans l'ensemble des États-Unis, (...) s'inscrit dans un cycle plus vaste, qui.. pose la question du dépassement du système politique représentatif. Les manifestations organisées sous l'étendard « Occupy Wall Street » trouvent un écho auprès de nombreuses personnes.. parce qu'elles expriment des revendications et des aspirations politiques. En se propageant du Sud de Manhattan aux villes et communes de l'ensemble des États-Unis, les mobilisations ont mis en évidence la réalité et la profondeur de l'indignation contre l'avidité des entreprises et les inégalités économiques. La révolte contre le manque – ou l'échec – de la représentation politique n'est pas moins importante. L'enjeu est.. de se demander si le système politique représentatif dans son ensemble est inadapté. Ce mouvement de protestation pourrait, voire devrait, se transformer en un véritable processus démocratique constituant. » Avec les mouvements des « Indignés », ils forment ensemble un cycle de lutte émergent. Dans de nombreux cas, les lignes d'influence sont explicites. Occupy Wall Street trouve son inspiration dans les campements sur les principales places d'Espagne, qui ont débutés le 15 Mai, et faisaient eux-mêmes suite à l'occupation de la place Tahrir, au Caire. Il convient d'ajouter à cette succession de mobilisations une série d'événements parallèles, telles que les manifestations récurrentes devant le siège du Parlement du Wisconsin, l'occupation de la place Syntagma à Athènes, et les campements

de tentes israéliens en faveur de la justice économique. Chacun de ces mouvements est plutôt parvenu à traduire quelques éléments communs dans son contexte spécifique. Occupy Wall Street doit de ce fait être compris comme un développement supplémentaire, voire comme une permutation de ces revendications politiques. L'un des messages qui ressort clairement de ces mobilisations, c'est, bien sûr, que les banquiers et les industries de la finance ne nous représentent en aucune manière : ce qui est bon pour Wall Street n'est assurément pas bon pour le pays (ou le monde). Un échec plus significatif de la représentation doit cependant être attribué aux hommes et femmes politiques, ainsi qu'aux partis politiques, chargés de représenter les intérêts du peuple, et qui, en réalité, représentent bien plus simplement les banques et les créanciers.. Il semble pourtant que la politique est devenue l'auxiliaire des intérêts économiques et financiers.. Si le mouvement se poursuit et grandit, il pourrait bien sur contraindre la Maison Blanche ou le Congrès à prendre de nouvelles mesures, et il pourrait même devenir un élément de conflit lors du cycle de l'élection présidentielle à venir. Mais les gouvernements d'Obama et de George W. Bush sont tous deux à l'origine de renflouement de banques, le manque de représentation que soulignent les manifestations concerne donc les deux partis. Dans ce contexte, l'appel espagnol à une « démocratie réelle maintenant » résonne comme étant à la fois urgent et complexe. » Ces mouvements « expriment ensemble un mécontentement vis-à-vis des structures existantes de représentation politique, qu'offrent-ils comme alternative ? Quelle est cette « démocratie réelle » qu'ils proposent ? L'indice le plus manifeste se trouve dans l'organisation interne de ces mouvements eux-mêmes – en particulier dans la manière dont ces campements expérimentent de nouvelles pratiques démocratiques. Ces mouvements se sont développés en adoptant ce que nous appelons une « forme multitude » et se caractérisent par des assemblées fréquentes et des structures de décision participatives.. Les dispositifs de type réseau ne créent bien sûr pas les mouvements, mais ils sont des outils adaptés, parce qu'ils correspondent en partie aux structures horizontales réticulaires et aux expérimentations démocratiques des mouvements eux-mêmes. Pour le dire autrement, Twitter n'est pas uniquement utile pour annoncer un événement mais également pour sonder les intentions d'une large assemblée sur une décision précise en temps réel.. Pour le meilleur ou pour le pire – et nous sommes évidemment de ceux qui le prennent comme un développement prometteur – ce cycle de mouvements s'exprimera à travers des structures participatives et horizontales, sans représentants. De telles expérimentations de petite-échelle dans l'organisation démocratique devront bien sûr être bien plus développées, pour qu'ils puissent articuler des modèles efficaces d'alternative sociale. Ils sont cependant dès à présent des expressions fortes de l'aspiration à une « démocratie réelle ». Face à la crise et voyant bien la manière dont elle est gérée par le système politique actuel, les jeunes qui peuplent les différents campements ont, avec une maturité inattendue, commencé à poser une question complexe : si la démocratie – c'est-à-dire la démocratie que nous avons reçue – titube sous les bourrasques de la crise économique, et qu'elle est impuissante à défendre les volontés et les intérêts de la multitude, peut-être est-ce le moment de considérer que cette forme de démocratie est obsolète.. N'est-il pas aujourd'hui possible, sinon nécessaire de proposer et de construire de

nouvelles formes constitutionnelles qui ouvriraient des avenues pour reprendre le projet de recherche du bonheur collectif ? Avec de tels raisonnements et de telles revendications, qui sont déjà bien vivantes dans les campements de la Méditerranée et d'Europe, les mobilisations qui s'étendent depuis Wall Street à travers les Etats-Unis montrent le besoin d'un nouveau processus démocratique constituant. Publié initialement sur : <http://www.foreignaffairs.com/artic..>

Les "indignés" sont dans l'air du temps. Ils ne sont pas nombreux dans les sacs de couchage de Freedom Plaza, à Washington, mais ils ont trouvé un écho disproportionné dans le paysage politique. Selon un sondage de Time Magazine, 54 % des Américains ont une opinion positive du mouvement (alors qu'ils ne sont plus que 27 % à approuver le Tea Party, rendu responsable de l'intransigeance à Washington). (Le Monde.fr 19/10)

Selon David Graeber (anthropologue) explique au Guardian (27/09) ce qu'il pense du mouvement Wall Street « Nous assistons au début de l'affirmation revendicative d'une nouvelle génération d'Américains, une génération qui fait face à la perspective de terminer ses études sans trouver d'emploi, une génération sans avenir, mais lestée d'une dette exigible énorme. La plupart de ceux que j'ai rencontrés viennent de la classe ouvrière ou sont d'origine modeste. Ce sont de jeunes gens qui ont fait exactement ce qu'on leur a demandé : étudier, entrer à l'université, et qui sont maintenant non seulement pénalisés pour cela, mais aussi humiliés - promis à une vie où ils seront traités comme des mauvais payeurs, des réprouvés. Tout comme en Europe, nous observons ici le résultat d'un colossal échec social. Ces occupants sont exactement le genre de gens débordant d'idées, dont l'énergie devrait être favorisée par une société en bonne santé, afin d'améliorer la vie de chacun. Au lieu de quoi, ils la consacrent à imaginer le moyen de mettre à bas l'ensemble du système. Tout ce que l'on nous avait dit durant la dernière décennie s'était avéré être un mensonge. Les marchés ne se régulent pas eux-mêmes ; les créateurs d'instruments financiers ne sont pas des génies infaillibles, et les dettes n'ont pas vraiment besoin d'être remboursées. En fait, l'argent lui-même s'est révélé être un instrument politique : des milliers de milliards de dollars pouvant être créés ou disparaître du jour au lendemain si les gouvernements ou les banques centrales le jugeaient nécessaire. Même le magazine The Economist titrait : « Capitalisme : était-ce une bonne idée ? » Ce n'est peut-être pas surprenant. Il devient de plus en plus évident que la véritable priorité de ceux qui ont gouverné le monde durant ces dernières décennies n'a pas été la création d'une forme viable de capitalisme, mais plutôt de nous convaincre que la forme actuelle du capitalisme est le seul système économique envisageable, que ses défauts sont sans importance. Et nous voilà tous stupéfaits lorsque l'ensemble du système tombe en morceaux. La forme de résistance qui a émergé ressemble étonnamment à l'ancien mouvement altermondialiste : on observe un rejet de la politique des partis traditionnels, la même aspiration à une diversité radicale, la même importance accordée à l'invention de nouvelles formes de démocratie venue d'en bas. Le principal changement, c'est la cible : c'est aujourd'hui l'ensemble de la classe politique de pays comme la Grèce, l'Espagne et, désormais, les Etats-Unis - qui sont contestées. C'est pourquoi les manifestants hésitent souvent à

formuler des revendications, car cela pourrait impliquer la reconnaissance de la légitimité des politiques auxquels ils s'opposent. Nous serions avisés de nous souvenir de l'effondrement des empires coloniaux européens. Cet événement n'a absolument pas conduit à ce que les riches réussissent à s'attribuer la part du lion, mais au contraire à la création de l'État-providence moderne. Nous ne pouvons présager de ce qui va sortir du cycle actuel. Mais si les occupants de Wall Street réussissent finalement à briser cet étau vieux de 30 ans qui enserme l'imagination humaine, comme ce fût le cas dans les premières semaines après Septembre 2008, tout sera de nouveau sur la table - et les protestataires de Wall Street et des grandes villes américains nous auront fait le plus grand cadeau que quiconque puisse offrir. »

Paul Krugman, prix nobel d'économie, écrit sur le site Rtbf.be (18/10)

« Samedi, le New York Times a rapporté ce que les gens du secteur financier disent en privé au sujet des manifestations. Ma citation favorite vient d'un dirigeant financier anonyme qui a déclaré : « Les services financiers sont l'une des dernières choses que l'on fait dans ce pays et que l'on fait bien. Il faut y adhérer ». C'est profondément injuste pour les travailleurs américains qui sont performants dans beaucoup de choses et qui pourraient l'être encore plus si nous investissions judicieusement dans l'éducation et les infrastructures. Car la financiarisation de l'Amérique n'a pas été dictée par la main invisible du marché. Ce qui a fait que le secteur financier a connu une croissance bien plus rapide que le reste de l'économie au début des années 1980 est une série de choix politiques délibérés, en particulier un processus de déréglementation qui s'est poursuivi jusqu'à la veille de la crise en 2008. Vraisemblablement, l'ère de la progression toujours plus importante du secteur financier a également été l'ère de la progression toujours plus grande des inégalités de revenus et de richesses. Wall Street a largement et directement contribué à la polarisation de l'économie, parce que la flambée des revenus financiers représente une part significative de la croissance du 1 % le plus riche du pays (et du 0,1 % le plus riche, qui représente la majorité des gains du 1 % le plus riche). Plus généralement, ces mêmes forces politiques promouvant la déréglementation financière ont nourri les inégalités en tout genre de façon variée : en portant atteinte aux organisations syndicales, en se débarrassant de la « contrainte indigne » qui limitait les salaires des cadres dirigeants, et plus encore. Oh, et les impôts des plus riches ont bien entendu diminué drastiquement. Pourtant, quelque part, ces merveilleuses choses ne se sont pas répercutées sur le reste du pays - et c'était déjà vrai même avant la crise. Entre 1980 et 2007, le revenu médian d'une famille, en tenant compte de l'inflation, n'a augmenté que d'un cinquième de l'augmentation qu'avait connue la génération d'après 1945, et ce même si l'économie d'après-guerre fut marquée à la fois par une stricte réglementation financière et par des taux d'imposition sur les riches bien plus hauts que tout ce qui est discuté aujourd'hui par les politiques. Puis vint la crise, qui a démontré que toutes ces affirmations quant au faible risque de la finance moderne, qui rendait le système plus stable, ne sont que des inepties. Les renflouements du gouvernement sont les seules choses qui nous ont sauvés d'une crise financière aussi terrible ou même pire que celle qui a causé la Grande Dépression. Les salaires de Wall Street ont rebondi alors que le travailleur lambda souffre toujours d'un fort taux de chômage et de la baisse de son

salaires réels. Voyez-vous, jusqu'à il y a quelques semaines, il semblait bien que Wall Street avait soudoyé et brimé notre système politique jusqu'à lui faire oublier qu'il touchait des salaires mirifiques tout en détruisant l'économie mondiale. Puis, tout à coup, certains ont insisté pour que le sujet revienne sur le devant de la scène. Et leur indignation fait écho à celle de millions d'Américains. Pas étonnant que Wall Street se plaigne. »

« Trop de règles contre la démocratie, pas assez contre Wall Street » s'insurge J. Stiglitz dans Les Echos (24/10). « Quand je suis allé rendre visite au mouvement « Occupy Wall Street », j'ai voulu prendre la parole. Or, les policiers m'ont interdit d'utiliser un mégaphone ! Alors que c'était un dimanche et que personne n'habite là ! Il y a trop de régulation contre la démocratie, mais pas assez contre Wall Street. Aux Etats-Unis, nous avons voté une loi, la loi Dodd-Frank, pour mieux réguler la finance. Mais.. on ne sait toujours pas ce que recouvre exactement ce marché. Je constate en outre que les deux plus grandes banques américaines ont encore grossi depuis 2008. Chez nous, puisque nous leur avons versé beaucoup d'argent, on aurait dû imposer des contreparties aux banques. Cela a généré une colère dont le mouvement « Occupy Wall Street » est l'expression la plus visible. En acceptant les « robots-signeurs » pour les saisies immobilières par exemple, on a couvert des actes illégaux. Il faut bien comprendre que la contribution nette de Wall Street à la société américaine est négative. Cela a créé un très fort sentiment d'injustice. Pour résoudre la crise, le président Obama a nommé des gens qui ont été responsables de la dérégulation de la finance et qui, à ce titre, ont joué un rôle actif dans la création de la crise. Pour sortir de la crise actuelle, il faut stimuler l'économie par des investissements de long terme. Et puis, il faut imposer aux banques de mieux remplir leur mission de base, c'est-à-dire soutenir l'activité économique. (En Europe), ma plus grande inquiétude, c'est que les politiques d'austérité ne fassent qu'empirer les choses. Cela risque d'entretenir le chômage, de brider la demande et d'ancrer tous les problèmes actuels. Je suis assez pessimiste en fait. Cela fait quatre ans maintenant que l'on est dans la crise : c'est très long. Il y a un risque que les entreprises aient utilisé la plupart de leurs ressources, que les ménages perdent espoir. Il faut tout mettre en oeuvre pour changer la dynamique actuelle et pour relancer la croissance. Il est urgent de mettre en place une union de transfert. Sans solidarité, l'Europe ne survivra pas. » Sur la mondialisation, il explique « Le vrai problème, c'est que la mondialisation n'a fait qu'accentuer les inégalités au sein des économies développées. Elle est devenue le symbole des excès du capitalisme moderne. Il faut assurer une meilleure redistribution des fruits de cette mondialisation, y compris entre pays développés et pays émergents. Depuis plus de trois ans, notre attention est détournée par le « Titanic » financier. Toutes nos ressources sont monopolisées pour traiter des sujets de court terme liés à la crise financière, pendant ce temps les problèmes de long terme, c'est-à-dire le changement climatique, la sécurité alimentaire ou le développement, restent en jachère, alors même qu'ils se posent dès aujourd'hui. L'émergence des fonds souverains, ce n'est pas seulement l'arrivée de nouveaux acteurs aux poches très profondes. C'est un changement dans le capitalisme.. »

Monique Dagnaud, auteure de *Génération Y, les jeunes et les réseaux sociaux : de la dérision à la subversion* (Presses de Sciences Po 2011) explique pourquoi la jeunesse française ne s'indigne pas. « Cette protestation planétaire comporte des traits communs.. D'une part, les protestataires sont d'abord issus de la jeunesse éduquée désireuse d'exprimer son indignation contre des sociétés qui, faute d'emplois correspondants, ne lui ouvrent pas de place. Dans leur sillage, ils agglomèrent des chômeurs, des précaires, des personnes plus âgées, au final une large frange des individus victimes de la mondialisation et de la crise financière. En d'autres mots, on observe un déraillement des rapports entre générations. Unanimement, c'est l'impéritie des dirigeants qui ont gouverné le monde depuis vingt ans, qui est dénoncée. Toutefois, ces mouvements sont sensiblement différents selon le pays dans lequel ils sont implantés. Selon la situation économique de chaque Etat, les mots d'ordre sont plus ou moins distincts. En Espagne par exemple, où le taux de chômage des moins de 25 ans est de 43%, les manifestants protestent contre leur exclusion du marché du travail. Les Grecs en revanche, s'ils sont eux aussi touchés par le chômage, s'élèvent plutôt contre la troïka (FMI, Union européenne et Banque centrale européenne) qui leur impose, via leur gouvernement, des mesures d'austérité sans précédent. Quant aux manifestants américains, ils se révoltent contre l'emblème du capitalisme financier. Plusieurs raisons expliquent que les jeunes Français ne soient pas vraiment à l'unisson. Tout d'abord parce qu'au pays de l'élitisme républicain, bien plus qu'ailleurs encore en Europe, la lutte des places pour l'emploi passe par la munition «diplôme du supérieur». Et cette étape franchie, le ciel s'éclaircit, même si avant de trouver un emploi stable, il faut souvent passer par la case stages ou emploi à durée déterminée. L'enquête «Génération 2007» du Céreq (Centre d'études et de recherche sur les qualifications) (...) a étudié, en 2010, la situation face à l'emploi des jeunes qui ont fini leur scolarité en 2007. 92% de ceux possédant un doctorat avaient un emploi, ainsi que 88% des diplômés d'une école d'ingénieur ou de commerce et 80% de ceux ayant une licence. La première leçon, c'est que les jeunes diplômés français, en gros, finissent (pour le moment) par intégrer le marché du travail, même s'ils prennent plus de temps qu'avant, ce qui n'est pas le cas en Espagne, en Grèce ou en Italie du sud. Au total, même si le taux de chômage moyen des moins de 25 ans est assez élevé en France (22,9% en 2009 contre 16,7% dans les pays de l'OCDE) ce fléau touche d'abord les jeunes à très faible qualification qui risquent de rester longtemps à naviguer entre chômage et jobs précaires. Autre explication. Si les jeunes Français ne se reconnaissent que mollement dans les mouvements des Indignés, c'est que ceux-ci brassent des mots d'ordre plutôt vastes: sentiment d'injustice, indignation contre des dirigeants économiques prédateurs et des gouvernants impuissants, appel à une société meilleure, à un autre modèle de croissance, une autre organisation sociale. Entre protestation morale et front du refus, ils sont éloignés de la scène partisane classique, et en outre, n'envisagent pas de s'y tailler une place. Or, la colère sociale est canalisée en France par des partis d'extrême gauche, le parti écologiste ou des mouvances étudiantes assez radicales, sans doute plus en phase avec la sensibilité de la jeunesse française. Cette dernière s'est d'ailleurs souvent engagée ces dernières années sur des enjeux concrets qui la concernent directement: mouvements contre le CPE, contre la réforme Pécresse des universités... Néanmoins, si le

nombre de manifestants est modeste dans l'Hexagone, la mobilisation planétaire des Indignés, à l'aune de son retentissement dans les médias et les conversations, gagne en popularité. Cette émotion mondiale, qui probablement adoptera des tournures politiques différentes selon chaque société, s'ajuste parfaitement au ressenti et à l'opinion majoritaires. »

Libertés. Face à la multiplication des fichiers, Alex Türk, sénateur du Nord et ancien président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), lance un cri d'alarme. Il se dit par « les réseaux sociaux, planétaires avec des ramifications infinies, et la géolocalisation, invisible et irréversible. Il est prévu qu'un jour les nanotechnologies soient utilisées dans les systèmes d'information. On se retrouvera alors avec des milliers, voire des millions, de puces RFID [de radio-identification, *NDLR*] invisibles à l'œil et disséminées partout à l'initiative du secteur public ou privé. On regrettera bientôt l'idée du bon vieux Big Brother, visible et ventripotent. Avec ces milliers de "nano-Brothers" invisibles qui se promènent partout dans la nature, on sera alors face à un phénomène irréversible. Les systèmes d'informations verront et entendront à distance. Nous n'aurons plus jamais la certitude absolue d'être seul, et serons toujours entendu, vu, surveillé... C'est absolument insupportable ! » (Nouvelobs.com 20/10)

Fraternité. Selon un sondage TNS-Sofres/Le Pèlerin sur les Français et la fraternité (12/10), c'est une notion très consensuelle. Pour 40 % des Français (catholiques ou non), la définition de la fraternité est avant tout « une manière d'être, de se comporter avec les autres ». Solidarité et respect arrivent, de loin, en tête. Logique, au regard de la définition très ambitieuse de la fraternité. La charité et la communion, valeurs chrétiennes par définition, ne sont pas fortement associées à la fraternité. Les Français, qui ont bien saisi la noblesse de l'idéal de fraternité, avouent l'exercer avant tout... auprès de leur premier cercle de connaissances. La montée de l'individualisme est une menace évidente du lien social que suppose la fraternité. Beaucoup y ajoutent la montée des inégalités et de la violence. En revanche, ni la mondialisation ni le recul de la place de la religion n'apparaissent des obstacles pour vivre fraternellement.

Du côté des revues

Esprit (octobre 2011) Exister au travail. Méconnu, méconnaissable: le travail aujourd'hui. Des risques psychosociaux bien encombrants. Promouvoir la capacité d'agir des salariés.

Agone 46 (à paraître le 24/10) Apprendre le travail. Au sommaire, on trouve notamment : L'ordre technique et l'ordre des choses, Claude Grignon ; Les politiques de « revalorisation du travail manuel » (1975–1981), Sylvain Laurens & Julian Mischi ; La division « intellectuel / manuel » ou le recto-verso des rapports de domination, Entretien avec Paul Willis, Sylvain Laurens & Julian Mischi ; Se trouver à sa place comme ouvrier ? L'ajustement progressif au travail d'ouvrier qualifié, Séverine Misset. Et aussi... Le mouvement des « Indignés ».

ContreTemps (septembre 2011) Mouvement du 15-M. Une autre politique est possible. Une autre gauche est nécessaire. Jaime Pastor, professeur de sciences politiques de l'Université nationale à distance, écrit « Sa transformation en un mouvement dont la vocation est de durer peut le convertir en un facteur déterminant du processus de recomposition de l'ensemble des mouvements sociaux et des forces de gauche ».

Un autre article signé par Erik Olin Wright et Joao Alexandre Peschanski relate « Les manifestations du Wisconsin » en Février et mars dernier, antécédentes du mouvement de Wall Street. Il relate « Au cours de ces protestations, le bâtiment du gouverneur, le Capitole, a été occupé par des milliers de personnes pendant 17 jours ; des rassemblements à l'extérieur ont atteint plus de 100 000 personnes.. »

Enjeux Les Echos (octobre 2011) publie la critique d'un essai étranger « Why Marx was right » de Terry Eagleton. On peut lire « L'auteur en ressort dix idées.. Le marxisme n'est pas mort. En tant que mouvement politique, il ne conduit pas forcément à la dictature et au meurtre. Il ne contient pas de déterminisme radical, même dans les rapports de production. Le communisme n'est pas une plus ou moins douce utopie inatteignable. Le marxisme n'est pas un fétichisme de l'économie et de la production matérialiste. L'idéal dessiné tenant d'ailleurs dans le loisir que dans le travail. Les classes sociales, si elles se sont transformées, n'ont pas disparu. Les responsables marxistes ne soutiennent pas la violence politique pour prendre le pouvoir. C'est la fin de l'Etat qui est visée. Les mouvements politiques radicaux de dénonciation des inégalités ne constituent pas un dépassement de ce qui avait été établi par Marx, mais une illustration et un prolongement. »

Colloques, études, documents et rapports

Le Centre d'Analyse Stratégique organise un colloque sur :Comment débattre des nouvelles technologies ? Mardi 8 novembre 2011 de 14h30 à 18h30

Maison de la Chimie, Salle 162 ; 28, rue Saint-Dominique - 75007 Paris
Comment notre société peut-elle débattre du développement des technologies et des innovations émergentes, afin d'aboutir à leur développement responsable ? Quels principes doivent nous guider dans l'organisation des concertations correspondantes ? Ce colloque permettra d'approfondir la réflexion autour de ces questions de fond et de société. Depuis la Révolution française, notre société est confrontée à la perpétuelle redéfinition des relations entre la souveraineté du peuple et le pouvoir du gouvernement représentatif. Certes, l'essence même de notre démocratie réside dans le vote électoral : il n'en reste pas moins vrai que, comme le montre Pierre Rosanvallon, « une "souveraineté plus active et plus complexe" peut conduire à un gouvernement plus fidèle et plus attentif à la volonté générale, sans nier pour autant la formidable ambiguïté qui s'attache à ce dernier terme ». Dans une société que certains disent de plus en plus désenchantée par le politique, mais qui sait se mobiliser lorsqu'elle trouve de l'intérêt aux enjeux qui lui sont soumis, c'est bien la question de savoir comment donner forme à cette « souveraineté plus active » qui se pose désormais.

Le samedi 19 Novembre 2011 à l'Ageca, Attac et la Fondation Copernic organisent une journée d'étude démondialisation/Altermondialisme. « Le débat actuel sur la démondialisation traverse aussi la gauche antilibérale. Schématiquement, deux thèses sont en présence chez les économistes comme dans les milieux politiques de gauche. Pour les uns, par ailleurs divers, la mondialisation libérale et l'incapacité de l'Union européenne à proposer une autre politique rendraient légitime la démondialisation, qui ne se réduit cependant pas pour la plupart d'entre eux à un simple retour au cadre national mais ouvrirait la possibilité d'autres choix. Pour d'autres, qui s'opposent aussi à la mondialisation actuelle, la stratégie altermondialiste consiste à construire des coopérations avec les autres pays et des régulations fortes à tous les niveaux, national, européen et mondial, car il est des domaines qui ressortissent à chacun de ces niveaux. Il s'agira moins, pour les deux associations, de tenter de parvenir à une position unique au sein de la gauche antilibérale que de donner à leur membres et plus largement à l'opinion publique des clés pour mieux comprendre les divers enjeux des débats actuels autour de cette question. (voir le programme sur <http://www.france.attac.org/evenement/journee-detude-demondialisationaltermondialisme>)

Le 22 octobre à St-Denis s'est tenu une journée de débats sur le thème « L'amour du métier : comment redonner ensemble de la valeur aux luttes sociales et culturelles ? ». Elle était organisée par l'appel des appels. R. Gori remarque « Ce qui me paraît nouveau, c'est l'émergence de nouvelles catégories professionnelles, comme celles des médecins et des magistrats, en lutte contre un pouvoir politique qui compromet leur indépendance autant que le sens de leurs actions.» Dans ce sens, ce mouvement vient de publier un manifeste sur la « Politique des métiers », « Un nouveau mode de gouvernement des hommes se répand dans toute la société, et d'abord dans la sphère professionnelle : un management par la rivalité et la peur qui, au nom de la dictature de la performance et de la concurrence, impose partout les mêmes normes et le même mode d'assujettissement. Qu'importent la qualité réelle et le sens des activités, toutes doivent être réductibles à un chiffre parmi d'autres chiffres. L'évaluation est l'instrument de la mise au pas des individus. En faisant la loi, l'actionnaire transforme sans cesse le travail ; quand l'État singe cette gestion, c'est pire encore, car totalement ubuesque et contre-productif. Les professionnels vivent péniblement l'altération profonde de leur métier, dans un sentiment où se mêlent injustice, démoralisation et révolte. Les champs professionnels ont perdu leur autonomie spécifique (Pierre Bourdieu).

Naissance du Centre d'observation de la société. « Un nouveau site destiné à scruter les évolutions de la société a vu le jour le 1er octobre. Animé par Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, le Centre d'observation de la société vise à mettre à la disposition des citoyens les données nécessaires à une meilleure compréhension des dynamiques démographiques, sociales ou économiques, au-delà des effets de mode, des illusions d'optique ou des clichés militants. « Il y a un décalage terrible entre le discours médiatique convenu et la réalité de la société, regrette Louis Maurin : on exagère les chiffres de la pauvreté, on se focalise sur des micro-

phénomènes tel Twitter. Et dans ce brouillard permanent, chacun peut raconter tout et n'importe quoi sans risquer d'être contredit. » Aiguillonné par un conseil scientifique où l'on retrouve Julien Damon, François Dubet, Eric Maurin ou encore Marie Duru-Bellat, il se concentre sur la fourniture de chiffres fiables, de sources sûres et de travaux scientifiques récents.

Livres

Vice-président du comité consultatif du conseil des droits de l'homme des Nations unies, **Jean Ziegler vient de publier Destruction massive, Géopolitique de la faim**, Le Seuil. Dans cet essai, le sociologue suisse fait part de son expérience en tant que Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation (2000 à 2008) et analyse les raisons qui provoquent chaque année la mort de 36 millions de personnes à cause de la malnutrition. Dans une interview (<http://www.presseurop.eu> 14/10), il condamne « Bruxelles est d'une hypocrisie sans nom » « La Commission européenne actuelle est formée de purs mercenaires au service des pieuvres du commerce agro-alimentaire. C'est incroyable la puissance des lobbies sur Bruxelles. S'ils le voulaient, ils pourraient arrêter demain le dumping agricole. Bruxelles est aussi d'une hypocrisie sans nom : alors que l'Europe parle de justice planétaire et de développement, les 87 pays ACP [Afrique-Caraïbe-Pacifique, essentiellement des anciennes colonies européennes] sont maintenus dans des conditions d'infériorité inacceptables. Imaginez qu'on les a obligé à accepter des accords d'investissement qui les obligent à mettre sur le même plan les entreprises locales et les multinationales occidentales. »

Les ouvrages sur les riches prolifèrent. Celui des Pinçon-Charlot a été vendu à plus de 100 000 ex et son édition de poche atteint 25 000 ex. Ce mois-ci ont été publiés au Seuil « Il faut faire payer les riches » et « Le Temps des riches, anatomie d'une sécession ». Les éditions Zones publient « Les Rémunérations obscènes ». Selon Mediapart, « Le dénominateur commun de ces parutions est de montrer que l'accentuation des inégalités de revenus et de patrimoines constitue des mondes de plus en plus étrangers les uns aux autres. Ce soudain intérêt pour les riches constitue une focalisation légitime sur un monde dont la discrétion fait partie du mode de vie ? Mais il ne peut devenir le seul centre de la question sociale, « au risque, souligne Stéphane Beaud, d'autonomiser cette question des « riches » en la dissociant des rapports de classe et des rapports de travail ».